

# Lutte de classe

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)



Protestation contre le meurtre d'un jeune Noir par un policier à Ferguson.  
Sur la pancarte: « Nous voulons des poursuites pour meurtre. »

## Discussions et interventions au 44<sup>e</sup> congrès de Lutte Ouvrière

- **Présentation** 1
- **Discussion sur les textes d'orientation**
  - La crise économique 2
  - Les relations internationales 6
  - La situation politique en France 8
- **Interventions des groupes invités (extraits)** 11
- **En conclusion du congrès de 2014** 25

édité par  
**LUTTE  
OUVRIÈRE**

n° 165  
janvier-février  
**2015**

2 €

## Abonnements à *lutte de classe*

### Pour un an

- France, DOM-TOM 15 €
  - DOM-TOM (voie aérienne) 21 €
  - Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient 21 €
  - États-Unis, Canada 25 €
  - Autres : Amérique, Asie, Océanie 32 €
- Pour envoi sous pli fermé : nos tarifs sur demande

Pour la France : tout versement à l'ordre de Lutte Ouvrière par chèque, mandat ou virement à :

**LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R**

### **CORRESPONDANCE**

France

Lutte Ouvrière

**BP 233**

**75865 Paris Cedex 18**

Guadeloupe - Martinique

Combat Ouvrier

**BP 213**

**97159 Pointe-à-Pitre Cedex**

**Guadeloupe**

### **Site Internet de Lutte Ouvrière**

<http://www.lutte-ouvriere.org>

### **Site multilingue de l'Union Communiste Internationaliste**

<http://www.union-communiste.org>

### **Notre « e-mail »**

[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

LUTTE DE CLASSE

c/o Lutte Ouvrière

BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Édité par Éditions d'Avron - 6, rue Florian - 93500 Pantin

SARL au capital de 7622,45 € - Durée 50 ans

Gérant : Michel RODINSON

Associés : René MARMAROS,

Isaac SZMULEWICZ, Jean-Claude HAMON

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson

Impression : IMS - 93500 PANTIN

Commission paritaire des Publications n° 0419 P 11453

Tirage 5 000 exemplaires

## Présentation

Nous avons publié dans le numéro précédent de *Lutte de classe* les textes politiques qui ont été soumis à discussion pour le congrès de notre organisation. Ces trois textes portaient respectivement sur la crise de l'économie capitaliste, sur les relations internationales et sur la situation politique en France.

Avant la tenue du congrès et comme il est dans nos habitudes, ces textes ont été largement discutés dans les assemblées locales de militants et soumis aux votes de tous. Les textes publiés dans le précédent numéro de *Lutte de classe* tiennent compte des propositions émanant des discussions des assemblées locales. Ainsi que nous l'avons alors indiqué, notre congrès a adopté ces textes à l'unanimité.

Dans le présent numéro, nous publions de larges extraits des interventions orales traitant des questions soulevées dans les assemblées locales ainsi que la conclusion du congrès. Nous publions également des extraits des interventions de nos organisations sœurs ou de militants communistes révolutionnaires d'autres pays.

Nous rappelons enfin que notre congrès s'est tenu les 6 et 7 décembre 2014, et les assemblées locales préparatoires ont eu lieu au cours de la deuxième quinzaine de novembre. Les discussions évoquées dans les textes réunis ici et les prises de position se réfèrent à la période antérieure et ne peuvent pas faire état d'événements survenus ultérieurement.

*Le 12 janvier 2015*

## La crise économique : quelques questions débattues

### POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ, POLITIQUES DE RELANCE : LES DEUX BOUTS D'UN MÊME BÂTON POUR FRAPPER LES EXPLOITÉS

Une phrase du texte sur la situation intérieure : « Une politique d'investissements publics et de grands travaux, à condition qu'elle se fasse sous le contrôle de la population, est certainement plus utile pour la société que la saignée des intérêts à verser au capital financier » a fait l'objet de multiples interprétations dans plusieurs assemblées locales.

Certains camarades ont estimé que cette formulation laissait à penser que nous prenions parti pour une politique de relance par rapport à la politique d'austérité. D'autres se sont demandé : si les organisations réformistes mettaient en avant une politique de grands travaux, est-ce que l'on dirait oui, à condition que ce soit sous le contrôle des travailleurs ? Des camarades ont même vu là une concession au Parti communiste ou au Front de gauche.

Il n'est évidemment pas question de cela. D'abord, l'essentiel du point que nous développons ici est d'expliquer en quoi la politique d'austérité, d'un côté, et la politique de relance, de l'autre, que l'on présente parfois sous la forme de la politique de l'offre et la politique de la demande, ne sont pas deux politiques opposées. Ce sont deux politiques qui peuvent être menées dans une période de crise au profit de la bourgeoisie. Elles ne sont contradictoires que dans le sens où il n'y a pas d'argent dans les caisses de l'État pour mener massivement les deux de front.

Cette question mérite en effet qu'on y consacre un développement plus long. Au moins pour deux raisons. D'abord, parce que la revendication d'une « bonne politique industrielle » fait partie depuis un bon bout de temps de la politique du PCF et de la CGT.

Je vous lis un passage d'un tract de la CGT qui fait la publicité pour un document signé « Confédération européenne des syndicats » et qui s'intitule « Un contrat social pour l'Europe ». Rien que ça !

Voici cette prose : « L'ensemble des syndicats européens fait des propositions chiffrées pour consacrer 2 % du PIB européen pendant dix ans

à la relance de l'investissement industriel. Cela permettrait de créer durablement 11 millions d'emplois de qualité.

*Aux politiques d'austérité qui échouent, au développement de la précarité, il existe des alternatives de progrès et de retour au plein-emploi. Elles sont portées par le syndicalisme. Pour qu'elles soient prises en compte par les gouvernements et le patronat européen, il faut que les salariés s'en mêlent ! »*

C'est bien un langage de réformistes qui mentent auprès du gouvernement et du patronat européen la prise en considération de leurs propositions si brillantes !

Pourquoi le patronat européen les écouterait-il ? Les réformistes ne se posent même pas la question. Mais l'expression « *il faut que les salariés s'en mêlent* » est une façon de dire, toujours avec le même langage mièvre des réformistes, que les travailleurs, au lieu de se battre pour leur peau, pour leurs revendications vitales, pour s'opposer aux licenciements et au chômage, pour revendiquer des salaires qui permettent de vivre, doivent se battre pour que les patrons veuillent bien prendre en compte la politique industrielle préconisée par les chefs syndicaux.

Nous combattons ce genre de politique. Cela ne date pas d'aujourd'hui. Ce qui donne cependant une certaine actualité à cette prose, c'est que, depuis quelque temps, c'est la bourgeoisie elle-même qui met en avant cette question, ce qu'illustre notamment le plan Juncker.

Ce plan est complètement bidon. *Le Canard enchaîné* a trouvé le titre qui résume la situation : « *Le plan Juncker : peu de savon, beaucoup de mousse.* » On brandit le chiffre de 315 milliards consacrés aux investissements productifs. Mais, en fait, les États européens sont seulement sollicités afin de débloquer 16 milliards, pour assurer aux éventuels investisseurs privés que leurs éventuelles pertes seront comblées par l'État.

Une fois de plus, il s'agit d'« inciter » les possesseurs de capitaux, qui, comme chacun sait, souffrent d'une grave « aversion au risque », à investir leur argent dans la production.

On sait l'efficacité de toutes les politiques qui consistent à « inciter » les capitalistes à faire ceci



le chômage de la population active non agricole a dépassé par moments officiellement les 35%. Même pendant la période de légère reprise entre les phases les plus graves de la crise, il n'est jamais descendu au-dessous de 20%.

À l'échelle de l'ensemble des grands pays industriels de l'époque, la production n'a retrouvé le niveau de production d'avant la crise qu'en 1938, et essentiellement grâce à la course aux armements, puis à la guerre. (...)

Avec la financiarisation actuelle de l'économie, les limites de ces tentatives de relancer la demande par des investissements étatiques sont plus étroites encore qu'au temps de la Grande Dépression. Une part plus grande des budgets est consacrée au paiement des intérêts. Ces deux formes de dépenses sont en concurrence. Les États des puissances impérialistes seront amenés à jongler entre les deux, à doser, d'une part, ce qui dans le budget de l'État ira à la finance et, d'autre part, ce qui ira au grand capital industriel. La rigueur budgétaire est destinée à rassurer les marchés financiers sur le fait que l'État pourra continuer à verser, rubis sur l'ongle, les intérêts de ses emprunts, mais aussi que l'inflation ne diminuera pas la valeur réelle de ces intérêts. Mais comment faire pour dégager en même temps sur le budget les sommes nécessaires au financement des grands travaux ?

C'est, en gros, les nuances de ces dosages qui séparent les politiques respectives de l'Allemagne et de la France. Il s'agit de deux façons de venir au secours du grand capital. Car il ne faut jamais oublier que, derrière le capital financier comme derrière le capital industriel, il y a les mêmes groupes capitalistes, le même grand capital, c'est-à-dire la même grande bourgeoisie.

C'est dire que, contrairement à ce qu'affirment les réformistes en tout genre, il ne s'agit pas de deux politiques alternatives dont l'une serait plus favorable aux classes populaires. Il s'agit de deux façons d'aider le grand capital. C'est sur la classe ouvrière, et plus généralement sur les classes populaires, que sera prélevé de quoi financer l'une ou l'autre de ces politiques, ou, plus exactement, les deux en même temps avec un dosage variable suivant les circonstances. Il s'agit, dans les deux cas, d'étrangler les classes exploitées, d'ailleurs sans que cela puisse relancer l'économie.

Les commandes étatiques servent pour l'essentiel à drainer vers le grand capital les profits réalisés dans l'ensemble de l'économie, mais pas à surmonter la crise. En cas de grands travaux, à qui iront les commandes d'État ? En matière militaire, c'est tout vu : aux Dassault et consorts. Et en matière civile, comme les infrastructures ou les logements, des dépenses certainement

préférables, ce sont les Bouygues, Vinci et compagnie qui décrocheront les contrats, et non pas les artisans-maçons du coin, ni même les petites entreprises. Celles-ci n'auront que quelques re-tombées, des miettes...

### À PROPOS DES REVENDICATIONS À METTRE EN AVANT

Les revendications à mettre en avant sont inspirées par celles contenues dans le *Programme de transition*. Ce sur quoi nous mettons l'accent dans l'activité quotidienne dépend de l'évolution de la crise elle-même, de sa gravité pour la classe ouvrière et de la conscience que celle-ci en a. Ces revendications pourront varier avec une aggravation brutale de la crise.

Pour ne prendre que cet exemple, la revendication de l'interdiction des licenciements correspond tout à fait à la situation où en est la crise aujourd'hui. Pour le moment, elle garde toute sa valeur de propagande et, dans le cas d'entreprises qui ont des plans de licenciement, toute sa valeur d'agitation, et, en cas de mobilisation, elle peut devenir un objectif de combat. Mais ce n'est pas pour rien qu'il n'y en a pas trace dans le *Programme de transition*. Et pour cause : à des périodes comme celle de la fin des années 1930, quand Trotsky élaborait le *Programme de transition*, où 30% des travailleurs, et en réalité bien plus, sont au chômage, où les usines ferment les unes après les autres et où l'économie s'effondre, l'interdiction des licenciements perd sa pertinence.

Aujourd'hui, ce mot d'ordre est sans doute celui qui est le plus facilement compris, en tout cas par tous ceux qui sont menacés de chômage et pour qui des revendications comme le contrôle ouvrier sur l'industrie apparaissent infiniment plus abstraites.

Mais l'aggravation de la crise rendra indispensables et en même temps plus compréhensibles les revendications les plus révolutionnaires, c'est-à-dire toutes celles qui mettent directement en cause le pouvoir de la bourgeoisie sur les entreprises et sur l'économie.

Nous ne sommes pas encore dans une période où la gravité de la crise est telle que la mise en cause du pouvoir de la bourgeoisie sur les entreprises puisse apparaître comme une nécessité, ne serait-ce qu'aux yeux d'une minorité de travailleurs. Mais nous, dans notre propagande et dans nos discussions, nous devons anticiper et insister sur cet aspect des choses.

Et nous devons avoir en tête en permanence que, dans le contexte d'aujourd'hui où dominant encore parmi les nôtres la perte de repères, voire la résignation, le fatalisme, les aspects les plus



révolutionnaires du *Programme de transition* peuvent être vidés de leur sens et transformés en leur contraire par la pression réformiste. Le contrôle ouvrier sur la production peut être traduit comme la revendication d'un rôle accru des comités d'entreprise, et l'échelle mobile des salaires, comme un article du Code du travail, du genre du smic.

Nous devons donc, chaque fois que faire se peut et que la discussion nous le permet, aboutir à la mise en cause de la bourgeoisie, du grand patronat, des banquiers et de leur pouvoir dictatorial sur les entreprises comme sur l'ensemble de l'économie. Sous leur direction, l'économie va à la catastrophe.

### **LA POLITIQUE DES GRANDS TRAVAUX : COMMENT TROTSKY POSAIT-IL LE PROBLÈME ?**

Et puisqu'on vient de parler de grands travaux comme d'une solution pour la bourgeoisie, que nous critiquons comme telle, il faut préciser un certain nombre de choses.

Il nous est arrivé à certaines élections de défendre l'idée de grands travaux, principalement en matière de logement, non pas comme un moyen de surmonter la crise mais comme un moyen de répondre à un besoin élémentaire. Il s'agissait d'une position propagandiste pour expliquer simplement que les moyens existent pour résoudre le problème, aussi bien les moyens financiers que la main-d'œuvre qualifiée disponible. Et si la bourgeoisie ne le résout pas, ce n'est pas faute de moyens, c'est parce que l'économie capitaliste fonctionne avec des critères tout à fait différents des besoins de la population, des critères de profit.

Dans les discussions d'aujourd'hui sur les grands travaux, on n'entend que la bourgeoisie ou des politiques et des économistes qui se placent sur le terrain de la bourgeoisie. Bien sûr, même limités à ce cadre, il n'est pas indifférent pour la société que les grands travaux en question servent à fabriquer des chars d'assaut ou des équipements ferroviaires, des infrastructures routières. Bien sûr, il est préférable pour la société que les grands travaux répondent aux besoins de la population. Mais cela ne doit signifier en aucun cas un soutien à la bourgeoisie ou à son choix politique momentané.

Dans l'économie capitaliste, même avec le poids croissant de la finance, il y a quand même une production, et c'est la classe capitaliste seule qui fait ce choix de fabriquer et de vendre ou pas des choses utiles à la population. C'est même une lapalissade de constater cela. Jusqu'à nouvel ordre, c'est la bourgeoisie qui décide de tout.

C'est pour cela, soit dit en passant, que la proposition d'une « bonne politique industrielle » n'est pas fausse mais stupide.

Voyons comment Trotsky en parle dans le *Programme de transition* : « *La lutte contre le chômage est inconcevable sans une organisation large et hardie de grands travaux publics. Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressiste, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle ouvrier fera place, dans ces cas, à une administration directe par les ouvriers.* »

Trotsky ne rejetait pas la politique de grands travaux et même l'exigeait. Mais il ne la séparait pas de l'idée d'un contrôle ouvrier, voire de « *l'administration directe par les ouvriers* ».

En d'autres termes, il s'adresse là à une classe ouvrière révolutionnaire revendiquant le pouvoir. Comme l'avait fait Lénine dans *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, écrit en septembre 1917, lorsque le prolétariat russe était aux portes du pouvoir. Et tout le problème est là.

Dans les années 1944-1945, lorsque les staliniens faisaient taire les ouvriers au nom des nécessités économiques, au nom de la nécessité de rétablir l'électricité, de produire du charbon pour que l'économie redémarre, et plus encore pour qu'on reconstruise, qu'on répare ce que la guerre avait détruit, d'un point de vue technique, ils avaient raison. Cela pouvait beaucoup ressembler à ce que les bolcheviks proposaient en 1918-1919 au pouvoir soviétique. Nous connaissons tous cette expression de Lénine : « *Le communisme, c'est les soviets plus l'électricité.* » Il n'oubliait pas l'électricité. Mais les staliniens en 1944-1945 ne parlaient pas de soviets...

Le problème fondamental est : quelle classe sociale exerce le pouvoir, étant bien entendu que la classe ouvrière au pouvoir cherchera à produire en fonction des besoins réels de la population, et pas en fonction du profit, et que le pouvoir ouvrier construira des logements plutôt que des yachts, des villas de milliardaire, des jets privés et des produits de luxe pour la classe privilégiée.

Qu'il s'agisse de propagande ou, avec l'aggravation de la crise, d'agitation, la politique que nous avons à proposer aux exploités a pour fondement l'idée que, sous la direction des travailleurs et sous leur contrôle, toute l'économie serait mille fois mieux organisée que sous celle de la bourgeoisie capitaliste.

## Les relations internationales

Une phrase du texte sur les relations internationales : « *L'ordre impérialiste, remis en cause dans la violence en diverses régions du globe, dégage une forte odeur de décomposition* », a suscité le commentaire : « *Il me semble que l'ordre impérialiste n'a jamais été aussi peu contesté au contraire.* »

Il ne faut pas confondre la contestation de l'ordre impérialiste, qui est pour ainsi dire permanente, avec la contestation fondamentale de l'impérialisme, c'est-à-dire avec la volonté de renverser le capitalisme dont l'impérialisme n'est qu'une des phases (sénile, disait Lénine).

L'ordre impérialiste se compose et se décompose en permanence. D'abord, parce que le rapport de force entre les différentes puissances impérialistes varie en permanence, et les deux guerres mondiales ont été le moyen d'adapter l'ordre international au rapport de force.

Par ailleurs, l'ordre international impérialiste est en permanence remis en cause, plus ou moins violemment, par la réaction des peuples eux-mêmes. Et le siècle dernier a été marqué non seulement par les deux guerres mondiales, mais aussi par d'innombrables luttes d'émancipation nationale, par la révolution chinoise de Mao, par la décolonisation, etc.

Pour en rester à une époque plus récente, celle sortie du dernier grand affrontement entre puissances impérialistes, la Deuxième Guerre mondiale, la situation a semblé figée pendant plusieurs décennies par l'opposition entre deux blocs, celui des puissances impérialistes, sous domination des États-Unis, et le bloc qu'avait formé l'Union soviétique. Cette polarisation autour des deux blocs et la guerre froide n'ont pas mis fin aux explosions locales diverses, pas plus d'ailleurs qu'aux changements, perceptibles ou pas, des rapports de force entre puissances impérialistes. Mais elle les a, dans une certaine mesure, occultés.

Vingt-trois ans nous séparent aujourd'hui de la chute de l'URSS. À remarquer cependant que la dislocation de l'Union soviétique et l'abandon de toute référence de la direction politique de la bureaucratie ex-soviétique au communisme n'ont pas ouvert une période de paix et d'entente avec les États-Unis et les puissances impérialistes européennes de seconde zone.

Et si parler d'une nouvelle guerre froide procède

d'un sensationnalisme journalistique, la disparition de l'URSS n'a pas mis fin à l'expansionnisme de l'impérialisme américain au détriment de la Russie qui n'est plus soviétique.

Si la bipolarisation entre les deux blocs n'a pas complètement disparu, elle ne joue cependant pas le même rôle que dans le passé où elle occultait la remise en cause permanente de l'ordre impérialiste.

Pour en revenir à la formulation du camarade qui a posé la question, cela ne peut avoir une signification qu'à condition de ne pas parler de contestation de l'ordre impérialiste en général, mais de la mise en cause de l'impérialisme lui-même par le mouvement ouvrier. Sous cet angle-là, le camarade a tout à fait raison. Le texte ne dit pas autre chose en constatant qu'un des aspects majeurs de la situation dans le passé a été le suivant :

« *Pendant plus d'un siècle, le mouvement ouvrier politique a pesé, directement ou indirectement, non seulement sur les rapports sociaux à l'intérieur de plusieurs pays, mais aussi sur les relations internationales.* » Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui.

La période culminante a été la vague de révolutions prolétariennes qui ébranla le monde capitaliste à la fin de la Première Guerre mondiale, la victoire du prolétariat russe. Et même une fois que cette vague révolutionnaire a été vaincue et que le prolétariat russe a été dépossédé du pouvoir par la bureaucratie, les conséquences de cette vague révolutionnaire continuaient à peser sur les relations internationales. Non seulement l'URSS, déjà bureaucratifiée, et même le tiers-mondisme, tout en ne visant plus le renversement de l'ordre impérialiste au profit d'un ordre social supérieur,



**Soulèvement ouvrier à Berlin en 1918.**



représentaient tout de même une contestation d'une autre nature que celle incarnée par l'ethnisme, les fondamentalismes religieux, etc.

### ÉTATS EN DÉCOMPOSITION ET QUESTION NATIONALE

La remise en cause permanente de l'impérialisme se double cependant depuis un quart de siècle d'une tendance des États à la décomposition. Dans les pays pauvres dominés par l'impérialisme, on en revient de plus en plus fréquemment à la loi des bandes armées.

Dans les pays capitalistes mais non impérialistes d'Europe, on constate depuis plusieurs années la résurgence du nationalisme, de l'irréductibilisme sous des formes plus ou moins violentes, allant de simples revendications culturelles (le droit de parler sa langue, d'avoir des écoles, lycées, universités en cette langue) jusqu'aux

remises en cause armées des frontières, accompagnées de « nettoyages ethniques » barbares dont l'ex-Yougoslavie a fourni un exemple. L'ensemble des Balkans et des pays de l'Est en est infecté, comme l'est, on le constate dans le cas de l'Ukraine, de la Moldavie, de la Géorgie, de l'Arménie, etc., toute une partie de l'ex-URSS.

Il fut un temps où la question nationale était un facteur révolutionnaire qu'un Lénine ou un Trotsky savaient intégrer dans la stratégie révolutionnaire des communistes.

À notre époque, le nationalisme qui vire au chauvinisme, voire qui est relayé par le sectarisme religieux, est en train de devenir un facteur contre-révolutionnaire qui fait régresser les consciences car ces idées, même lorsqu'elles prennent la forme d'une contestation de l'impérialisme, deviennent une des expressions de la barbarie impérialiste.



*Après l'éclatement de la Yougoslavie.*

## Sur la situation politique en France

### LES MILITANTS DU PCF ET LA DIRECTION DE LEUR PARTI



**Un militant du PCF distribue des tracts pendant une manifestation syndicale.**

Certains camarades se sont demandé si cela valait la peine d'essayer de s'adresser plus systématiquement aux militants du PCF, par exemple en allant dans leurs réunions.

Nous n'avons pas d'illusions sur le fait de convaincre les militants du PCF et nous ne dirigeons pas notre activité vers eux. Nous ne demandons pas aux camarades de faire le tour de leurs réunions. En revanche, nous côtoyons les militants PC ou ex-PC dans les syndicats, dans les quartiers. On en rencontre de temps en temps qui veulent bien discuter avec nous lorsque nous organisons des journées d'activité dans telle ou telle commune. Dans un certain nombre de banquets et de fêtes de Lutte Ouvrière, il y a des militants PC qui viennent discuter, et bien sûr nous tenons à nous adresser à eux et à aller jusqu'au bout des discussions, sans rien cacher de nos critiques.

On ne les convaincra pas, on n'en fera pas des révolutionnaires. Mais il y a des militants du PC qui ressentent certaines choses comme nous. Il y en a qui sont préoccupés, comme nous, par la montée des idées réactionnaires, par l'influence croissante du FN dans la classe ouvrière. Certains se posent des questions ou se sentent désemparés et perdus.

Il faut leur montrer que ce n'est pas notre cas, que nous avons une politique, des perspectives. Parce que nous avons une politique à proposer aux travailleurs, celle de la lutte de classe. Il faut leur dire que ce ne sont pas les travailleurs qui ont tourné le dos aux idées portées depuis toujours par le mouvement ouvrier, ce sont les partis ouvriers eux-mêmes, le PS comme la direction du PC. Autant il n'y a aucune confiance à avoir dans ces ministres ou ex-ministres PS, PCF, etc., autant il faut faire confiance aux travailleurs, parce qu'ils se battront à nouveau, eux, ils n'auront pas le choix.

Il y a peut-être de moins en moins de militants du PC qui se retrouvent dans les références du mouvement ouvrier. Mais il faut essayer d'entraîner ceux qui y sont encore sensibles. Il faut leur dire que malgré nos divergences politiques, on pourrait se battre ensemble sur ce terrain.

Il faut profiter des occasions pour discuter, nous faire comprendre, voire en entraîner certains.

### PARTICIPER OU NON À DES MANIFESTATIONS ORGANISÉES PAR LE PCF ET LE FRONT DE GAUCHE : UNE QUESTION TACTIQUE

Il y a eu trois manifestations à l'initiative du PCF et du Front de gauche : celle du 1<sup>er</sup> décembre 2013, une le 12 avril 2014 et la dernière en date, le 25 novembre. À chaque fois, la question d'y participer se pose. Mais c'est une question tactique.

Dans toutes ces manifestations il y a deux aspects contradictoires. Il y a les arrière-pensées politiques, que nous combattons, mais il y a aussi la volonté, pour tous ceux qui décident de manifester, d'exprimer un mécontentement, une colère et cela nous le partageons et nous voulons même l'encourager. Et il va sans dire que si la manifestation a de l'écho dans les entreprises, si nous apprenons dans les journées d'activité que nous organisons qu'elle va mobiliser largement, on a envie d'en être.

Ce n'était le cas d'aucune de ces manifestations. Même de celle du 1<sup>er</sup> décembre 2013. Mais le contexte politique n'était pas tout à fait le même alors. En décembre 2013, la direction du PC n'avait pas encore fait le grand saut dans l'opposition et il y avait pas mal de militants qui n'étaient pas à l'aise avec leur vote Hollande. Et on tenait à leur dire qu'ils avaient peut-être voté pour Hollande mais qu'ils n'avaient ni à justifier, ni à assumer la politique menée par Hollande. Que la première des choses, c'était justement de ne pas se sentir liés à ce gouvernement qui trahissait ouvertement les travailleurs. Cela correspondait à ce que beaucoup pensaient et avaient envie d'entendre, et cela facilitait la discussion.

Nous avons décidé de ne pas participer à celle du 25 novembre, parce que les retours d'information sur l'état d'esprit des travailleurs, via nos camarades d'entreprise et des groupes locaux de Lutte Ouvrière, étaient quasi inexistantes, ce qui montrait que, même dans le milieu militant, l'appel n'était pas très mobilisateur. Et puis politiquement, maintenant que la direction du PC est dans l'opposition et s'affaire à construire son alternative, on a moins de possibilité de les toucher. Cela dit, on a tenu à y envoyer des camarades pour essayer de discuter, avec plus ou moins de réussite.

### L'INFLUENCE DU FRONT NATIONAL EST-ELLE ESSENTIELLEMENT ÉLECTORALE ?

Sur le FN, il y a eu beaucoup de questions, mais plusieurs ont réagi à la phrase suivante : « Pour le moment, les succès (du FN) se situent pour ainsi dire exclusivement sur ce terrain électoral. »

Oui, pour l'instant, la montée du Front national est un phénomène électoral, ce n'est pas un phénomène de mobilisation sociale. Le fascisme, en Italie puis en Allemagne, était un phénomène social. C'était la mobilisation de dizaines, de centaines de milliers de personnes qui étaient prêtes à agir contre les travailleurs, qui étaient prêts à faire le coup de main dans la rue contre les socialistes et les communistes. Les fascistes défilaient, tabassaient ceux qui ne leur faisaient pas allégeance, ils exerçaient une pression sur toute la société du simple fait de leur présence.

À une échelle moindre, on retrouve des bandes organisées comme cela en Hongrie, par exemple, ou en Grèce. Il n'y a rien de tel en France. On ne voit pas des groupes du Front national manifester ou défiler pour montrer leur force. Le Front national, parce qu'on parle là du FN, n'organise pas, pas encore du moins, de groupes pour faire le coup de main contre les clandestins, ou pour faire la police dans certains quartiers. Le FN n'organise pas des campagnes publiques pour se substituer

aux aides sociales de l'État en distribuant des denrées de première nécessité, comme cela a pu se faire en Grèce.

On a voulu souligner ce fait-là. On sait qu'il y aurait des individus partants pour faire ce genre de choses, ces groupes identitaires basés à Lyon par exemple. Mais il n'y a pas pour le moment de dizaines de milliers de personnes prêtes à se lancer dans de telles vocations.

À un autre niveau encore, regardez dans les quartiers. Il y a peut-être ici et là des associations aux mains du Front national, mais pour l'instant, cela reste très peu visible. On est loin d'un quadrillage systématique du pays. Et si existence et relais militants il y a dans les quartiers, ils n'ont pas une ampleur comparable à ceux par exemple du Parti communiste jusqu'à une période récente.

Il est difficile pour les plus jeunes d'entre nous de l'imaginer, mais jusque dans les années 1980, il y avait plusieurs cellules du Parti communiste dans les grandes entreprises. Dans les usines, dans les quartiers, le Parti communiste avait des militants qui étaient reconnus, considérés. Ils animaient des kyrielles d'associations, cela allait des associations de parents d'élèves jusqu'aux associations de locataires en passant par les clubs de foot. Ils étaient présents et ils agissaient dans tous les aspects de la vie sociale.

Beaucoup de camarades anciens pourraient en témoigner : il est arrivé bien souvent de ne



pas pouvoir aller proposer notre journal dans les immeubles de certains quartiers, car il suffisait de tomber sur un militant du Parti communiste tout en haut de la cage d'escalier pour qu'on soit viré de la barre HLM. Il ne nous est rien arrivé de tel avec le Front national, et pourtant des barres HLM, on en a parcouru un paquet pour les municipales !

Alors tout ça mesure, en creux, la quasi-absence du FN de la vie sociale. C'est au moment des campagnes électorales qu'on le voit surgir et que l'on prend conscience de son influence. Cela explique d'ailleurs qu'à chacune des élections, les succès du Front national font l'effet d'un coup de tonnerre quasi inexplicable aux yeux de beaucoup.

Sur le plan organisationnel, c'est difficile de le mesurer de l'extérieur, mais, y compris sur ce plan-là, le Front national se heurte encore à des limites militantes. Parce que voter, voire payer une adhésion, c'est une chose, s'engager pour être militant et donner de son temps à un parti, c'en est une autre. Pour le FN, tout cela est peut-être en train de changer mais la direction même du Front national ne cache pas ses difficultés à trouver des cadres, en tout cas des cadres qui tiennent la route, et sa présence aux municipales est un indicateur objectif.

En 2014, aux municipales, le FN a présenté des listes dans 585 villes. En 2008, il en avait présenté dans 75 villes. C'est un progrès spectaculaire. Mais on sait qu'il a essayé d'en faire d'autres dans certaines villes et qu'il a manqué de militants pour y arriver. Aux dires de Le Pen elle-même, présenter des candidats dans tous les cantons lors des élections de mars prochain reste un défi. Cela montre que le décalage entre les succès électoraux du Front national et son appareil militant persiste.

Aujourd'hui ce qui fait la grande force du FN, ce sont ses succès électoraux, parce que les succès électoraux en appellent d'autres. Plus le poids électoral du Front national grandit, plus cela le rend crédible aux yeux de ceux qui veulent contester. Le FN est le « vote utile » de tous ceux qui veulent sanctionner les partis classiques qui se sont succédé au gouvernement. Tout ça pour dire que l'expression « phénomène électoral » est le constat d'un processus en cours qui fait justement la force du FN.

Des camarades ont contesté cette phrase en trouvant qu'elle ne prenait pas la mesure de l'avancée du FN dans les consciences et qu'il s'agissait d'un phénomène plus profond qu'on

ne le laissait entendre. Ce n'était absolument pas cela que l'on discutait. Loin de vouloir limiter l'influence ou amoindrir le danger que le FN représente, on a voulu en montrer les ressorts actuels, et ce sont presque exclusivement des ressorts électoraux.

Il y a une montée des idées réactionnaires, du racisme, de la misogynie, la montée des idées complotistes, l'image déformée de l'obscurantisme. Il y a encore la montée des idées religieuses et même de l'intégrisme. Le Front national chevauche cette vague réactionnaire, qui le dépasse dans une large mesure, et qu'il contribue lui-même à alimenter.

Cette montée réactionnaire s'incarne dans différents mouvements, dans les associations du style La Manif pour tous, ou encore SOS éducation qui se fait le censeur contre les prétendues dérives pornographiques de la société et qui a milité contre les ABCD de l'égalité. Dans ces associations, il y a peut-être des militants du FN, mais elles ne sont pas les produits du FN.

Dans le même registre, il y a aussi les idées de Dieudonné et de Soral. Elles sont le dernier avatar en date des idées réactionnaires qui commencent à pénétrer dans le monde ouvrier. Mais l'antisémitisme, le racisme, la misogynie, les préjugés religieux, l'individualisme, les comportements de voyous ont toujours existé dans la classe ouvrière. Il y a toujours eu des petits chefs et même des ouvriers d'extrême droite. Ils ont bien souvent servi de nervis au patronat.

Aujourd'hui, ces idées sont portées par des jeunes des quartiers, par des jeunes beurs qui croient exprimer par là un rejet de l'ordre établi mais qui sont fondamentalement sans principes, racistes et individualistes. Les liens avérés entre Dieudonné et la famille Le Pen ne les gênent pas parce que les idées de Soral ou de Dieudonné recouvrent la même logique xénophobe que celle du FN.

C'est peut-être un phénomène qui prend une forme nouvelle, mais c'est le même processus. En l'absence d'organisations ouvrières et de mouvement ouvrier actif, ce sont les réflexes et les idées les pires qui ressortent. En l'absence de conscience de classe, ce sont les idées et les comportements du lumpenprolétariat qui l'emportent.

On n'a pas plus à dire sur tels ou tels. Tous contribuent à alimenter les idées réactionnaires. Et politiquement, c'est le FN qui tire les dividendes de cette mixture réactionnaire.

## Interventions des groupes invités (extraits)

Après la discussion des textes d'orientation, le congrès a entendu les interventions d'organisations sœurs et de camarades de différents pays militant sur les mêmes bases politiques que Lutte Ouvrière. Les textes qui suivent sont extraits de certaines de ces interventions. Elles tournent pour

ainsi dire toutes autour de la dégradation de la condition ouvrière dans ces différents pays, ainsi qu'autour de l'évocation des luttes, là où il y en a eu. Elles donnent également le point de vue de nos camarades sur certains aspects de la situation du pays où ils militent.

### Combat Ouvrier (Guadeloupe et Martinique)



**Des travailleurs de la banane de la plantation Dormoy bloquent l'accès au port Jarry (Guadeloupe).**

Que peuvent attendre les travailleurs de l'agitation politicienne autour du nouveau statut de la Martinique ?

Rien, strictement rien. Les deux tendances qui s'affrontent sur la scène politique martiniquaise partagent le même engagement fondamental : ils ne remettent pas en cause la mainmise d'un patronat vorace sur la société. Et, ne la remettant pas en cause, ils servent ou serviront ces exploiters quand ils sont ou seront aux affaires.

Le Parti communiste martiniquais, le PCM, fait partie des organisations alignées derrière le camp indépendantiste de Marie-Jeanne, le camp des « patriotes ». Le PCM ne garde presque plus rien de son passé d'implantation ouvrière notable et de sa participation aux luttes des travailleurs. Sa direction ne garde même plus une certaine sensibilité aux préoccupations et aux revendications de

la classe ouvrière, tout cela est bien loin !

Je vous citerai juste de petits passages d'un éditorial récent du secrétaire général du PC martiniquais, dans son journal, *Justice*, afin que vous ayez une idée de la phraséologie du PCM. Sous le titre « *Hors du rassemblement, point de salut* », il expliquait le sens de sa participation au « Rassemblement des patriotes » d'octobre dernier. Il n'y fait nulle mention de revendications des travailleurs, nulle mention de leurs luttes actuelles et futures. Rien de tout cela, rien de communiste.

Le secrétaire général du PCM parle, (je cite) : « *d'approche globale de l'avenir du pays* » ; des « *intérêts supérieurs du peuple martiniquais* » ; d'« *élaboration d'un véritable projet alternatif de développement et de société répondant aux véritables intérêts de notre peuple* », etc. Ces formules pourraient être signées par n'importe quel

charlatan politique, même le plus réactionnaire. Voilà ce qu'offre le PCM en guise de programme. C'est en réalité le programme de l'acceptation de l'ordre établi. C'est une promesse faite aux exploités qu'il ne sera pas touché à leurs intérêts.

L'attitude du PCM est le signe d'un conservatisme social profond. Et, au-delà du PCM, ce conservatisme est celui de tout le « Rassemblement des patriotes », et aussi du Parti communiste guadeloupéen et des indépendantistes de Guadeloupe.

Oui, les critiques que nous formulons envers le Parti communiste martiniquais s'appliquent aussi au Parti communiste guadeloupéen, le PCG. Ce PCG n'a pour programme actuel que celui de la création d'un « pouvoir politique guadeloupéen ». Pour ce faire, le PCG milite pour la création d'un « Front patriotique guadeloupéen ». Les intérêts des travailleurs ne sont jamais mis en avant dans ce montage politique nationaliste.

Ces partis, le PCM et le PCG, d'origine stalinienne, ont pourtant incarné les luttes de la classe ouvrière des Antilles françaises pendant au moins trois ou quatre décennies. Mais comme dit la pub, « ça, c'était avant » !

Quant à l'autre camp qui s'oppose au camp des patriotes en Martinique, quand je vous aurai dit qu'il est proche du Parti socialiste français, vous aurez compris qu'il est un serviteur local du capital, des riches, des békés, donc je n'en dirai pas plus le concernant. *Bis repetita* concernant les socialistes de Guadeloupe. Ils n'ont rien de mieux à offrir aux travailleurs et à la population, que ce soit dans une seule assemblée ou dans deux, ou encore dans un quelconque nouveau montage administratif de gestion locale des affaires.

Alors, ces débats dans la classe politique sur l'assemblée unique ou deux assemblées, ou un autre changement de statut, sont une tempête dans un verre d'eau. Mais c'est hélas ce qui alimente la vie politicienne des deux îles.

□ □ □ □ □

La dernière des grèves importantes de l'année a été la grève des ouvriers de la banane de la plantation Dormoy à Capesterre-Belle-Eau, en Guadeloupe.

Je m'arrêterai un peu sur cette grève de la banane sur l'habitation Dormoy au lieu-dit Bois-Debout à Capesterre-Belle-Eau.

Dans ce secteur d'activité de la banane, au fil des années, ce sont des centaines d'ouvriers agricoles qui ont été contaminés par des produits hautement toxiques (herbicide, nématicide, insecticide et autres). Depuis des années, l'épandage de ces produits a provoqué directement des dizaines de morts sur les plantations et indirectement des centaines par la suite. Ce phénomène a

été accentué avec l'épandage de la chlordécone.

La plantation du gros planteur béké Dormoy est située au lieu-dit Bois-Debout sur la commune de Capesterre-Belle-Eau. C'est la SA Bois-Debout. À la fin de l'année 2013, le CHSCT de la plantation a fait appel à un expert agréé par le ministère du Travail. Il ressort de son rapport que les 140 ouvriers agricoles de la plantation sont soumis à des conditions de travail indignes. Ce rapport de plus de 400 pages analyse 24 postes de travail. Il précise que si les conditions de travail ne s'améliorent pas, à coup sûr, d'autres ouvriers mourront au travail.

La SA Bois-Debout c'est plus de 10 morts en 25 ans, plus de 47 accidents du travail par an, dont plus de 20 avec arrêt maladie. Il faut arrêter le massacre, disaient les travailleurs !

Quand l'experte a transmis les données enregistrées au cabinet Indigo, qui était chargé de les analyser, le cabinet lui a demandé de recommencer le travail d'enregistrement car les données envoyées paraissaient invraisemblables. Et l'experte a refait les enregistrements. Et la vérification s'est avérée tout à fait conforme aux premiers travaux.

Par exemple, un *chayé*, qui est celui qui transporte les bananes, porte entre six et sept tonnes de bananes par jour : 132 régimes sur ses épaules, et sur d'autres plantations, les *chayés* doivent transporter jusqu'à 150 régimes. Celui qui met les « polys », c'est-à-dire les polystyrènes qui enveloppent les régimes pour les protéger, celui-là parcourt pour sa journée plus de 24 kilomètres à pied. Selon le rapport, il monte et descend autant de marches que quelqu'un qui monterait à pied au dernier étage de la tour Eiffel puis en redescendrait. L'ouvrier qui découpe les régimes, comme on dit, en mains de bananes, soulève l'équivalent de 24 à 28 tonnes par jour. Et tout cela pour des salaires de 1 000 à 1 100 euros net par mois.

Après 40 jours de grève et de droit de retrait, puis de grève encore, les travailleurs ont repris le travail. Ils n'ont pas obtenu le paiement des jours de droit de retrait, ce qui est pourtant tout à fait légal. Là-dessus ils n'ont pas gagné. Ils iront aux Prud'hommes. Mais Dormoy a accepté de leur donner une avance de salaire et de se conformer aux règles de sécurité.

Les travailleurs de Bois-Debout n'ont pas obtenu ce qu'ils réclamaient au cours de cette grève, mais ils se sont fait entendre partout, ils ont fait connaître leurs conditions de travail, ils se sont invités au village de la course de voiliers la Route du rhum à Pointe-à-Pitre en distribuant un tract, ils ont organisé un meeting au centre de Capesterre, leurs piquets de grève étaient visibles sur la nationale 1 de Pointe-à-Pitre à Basse-Terre, avec



distribution massive de tracts, et ils sont allés bloquer les containers de bananes face aux gendarmes sur le port de Pointe-à-Pitre. Ils ont repris

le travail sur la plantation, pas du tout démoralisés mais déterminés à ne pas accepter de travailler dans les mêmes conditions.

## Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire)

### LA SITUATION DES TRAVAILLEURS EN CÔTE D'IVOIRE

Le smig est officiellement passé cette année de 36 000 francs CFA à 60 000 francs CFA. C'est-à-dire de 55 euros à 91 euros par mois, après un blocage qui a duré vingt-neuf ans, mais cela ne change pas grand-chose. Évidemment, cette augmentation de 65% du salaire minimum légal peut paraître beaucoup sur le papier. Même les dirigeants des syndicats les plus vendus aux riches estimaient eux-mêmes le salaire minimum à deux fois ce montant... il y a de cela vingt ans !

Ainsi, vingt ans plus tard, malgré toutes les augmentations des prix des biens de consommation qu'il y a eu durant cette période, la petite augmentation du smig ne compense absolument pas la perte du pouvoir d'achat des travailleurs. Et même là, les rares entreprises qui ont réajusté les salaires ne l'ont fait que plusieurs mois après l'annonce faite par le gouvernement. Dans la majorité des cas, ce fut sous la pression des travailleurs. Par ailleurs, bon nombre de ces entreprises en ont profité pour mettre de nombreux travailleurs à la porte, obligeant ceux qui restent à augmenter leur rendement pour compenser le manque d'effectif.

Dans la zone industrielle de Yopougon, on peut aussi voir des entreprises clandestines qui emploient quelquefois des centaines de travailleurs. Ce sont souvent des entreprises qui produisent des produits en plastique ou des produits cosmétiques. Les ouvriers sont enfermés derrière des portails. Ces entreprises informelles emploient au total des milliers de travailleurs.



*Des femmes ivoiriennes en quête d'eau potable dans la zone industrielle de Yopougon.*

Quant aux multinationales qui ont pignon sur rue, elles sous-traitent pas mal leur main-d'œuvre. C'est par exemple le cas des services d'entretien et nettoyage, où sont employés des travailleurs burkinabés, notamment ceux nouvellement arrivés en Côte d'Ivoire qui sont particulièrement exploités, mais qui n'ont pas d'autre choix.

Pour toutes ces raisons, l'impact de l'augmentation du smig est tout relatif.

L'année dernière, c'était la destruction des échoppes sur les trottoirs, qui permettaient pourtant aux populations d'arrondir leurs revenus. Des milliers de personnes ont ainsi perdu leur gagne-pain. Cette année, il y a eu des démolitions de quartiers entiers d'habitation des travailleurs dans la ville d'Abidjan et alentour. Ils appellent ça « opération déguerpissement ». Des milliers de familles pauvres se retrouvent du jour au lendemain sans toit et sont obligées d'aller habiter dans des quartiers encore plus lointains dans la périphérie d'Abidjan, dans des habitations précaires généralement sans eau courante et sans électricité.

C'est dans le secteur du bâtiment qu'il y a eu plusieurs mouvements de grève. Mais cela tient à deux principales raisons. D'abord, à cause du boom dans la construction, la demande de main-d'œuvre est en ce moment particulièrement forte. Ensuite, le secteur du bâtiment est un peu particulier du fait qu'un chantier a une durée de vie relativement courte. Du coup, les travailleurs n'ont, pour ainsi dire, pas grand-chose à perdre à se lancer dans des revendications, quand le chantier tend vers sa fin. Les revendications tournent généralement autour de ce que les travailleurs appellent les « droits de fin de chantier ». Il s'agit en fait du paiement des congés payés et des primes de précarité que les patrons ne prennent pas en compte dans le calcul de la paie. Il n'y a d'ailleurs généralement pas de bulletin de paie. Il s'avère que le rapport des forces est plutôt favorable aux travailleurs. Ces derniers attendent donc les patrons au tournant au moment opportun, c'est-à-dire peu avant que le chantier ne soit complètement terminé, quand il n'y a plus grand-chose à perdre. C'est à ce moment-là que les travailleurs présentent à leur patron la base salariale dans le secteur du bâtiment, sur laquelle il aurait dû les payer depuis le début du chantier. Cela met évidemment les patrons dans tous leurs états.



## LA SITUATION POLITIQUE

Il y a quelques jours, des éléments des ex-rebelles se sont mutinés. Pour éviter une situation pareille à celle de 1999, où une telle mutinerie avait balayé l'ancien président Konan Bédié, l'actuel président (Ouattara) a vite fait de les recevoir et il a même lâché ce que les mutins n'avaient pas demandé.

En tout cas, Ouattara et sa clique ont eu vraiment peur. Ils n'ont pas arrêté de défiler à la télé pour dire aux mutins : « *Tous vos problèmes seront résolus. Et à partir de maintenant, je vous demande de vous comporter en soldats modèles. Je vous le demande. Parce que si vous n'êtes pas des modèles, vous allez créer la chienlit dans ce pays.* » Le pouvoir avait visiblement la trouille que d'autres catégories de corps habillés (les militaires ou les policiers) rentrent dans la danse.

Ce n'est pas encore dit que Ouattara et son clan se sont tirés d'affaire pour autant. Il y a, par exemple, encore des dizaines de milliers d'ex-combattants qui espèrent toujours leur intégration dans l'armée et qui ponctionnent pour l'instant directement leurs prébendes sur les populations. Les attaques à main armée et les coupeurs de routes, par exemple, ce sont eux. Ces ex-combattants se comportent comme des bandits et constituent une menace potentielle pour le pouvoir. Ils continuent d'ailleurs de temps en temps à défier le pouvoir en s'attaquant à des

postes de police et à des barrages militaires. Ce sont eux aussi qui sévissent sur les routes, particulièrement en cette période de campagne cacaoyère où l'argent circule beaucoup entre les acheteurs et les vendeurs de cacao.

Par ailleurs, toutes ces faveurs faites aux mutins provoquent un certain malaise parmi d'autres catégories de corps habillés, dont l'ex-armée de Gbagbo, la gendarmerie et la police. On verra comment évolue cette situation. En tout cas, c'est une véritable épine dans le pied de Ouattara.

Pas plus tard qu'il y a quelques jours, le ministre de la Défense a été séquestré par des gendarmes, des ex-combattants. Par ailleurs, 2000 douaniers, qui sont aussi des ex-combattants, ont, eux aussi, lancé des menaces.

N'eussent été ces derniers événements, on peut dire que le pouvoir en Côte d'Ivoire semblait être stabilisé. L'administration est partout présente. Au Nord, les choses sont toujours un peu compliquées, du fait que des réseaux militaro-mafieux contrôlent les frontières vers le Burkina et le Mali depuis une dizaine d'années. Ainsi, par exemple, il y a de cela un mois, des corridors douaniers et leurs bureaux ont été saccagés. Les douaniers eux-mêmes agressés et chassés. C'était suite à un blocage de camions transportant du sucre et de l'huile de contrebande venant des pays voisins. C'est dire que les autorités y font la loi tant qu'ils ne s'en prennent pas aux intérêts des commerces locaux contrôlés par les militaires.

## **Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR, Haïti)**

L'actualité en Haïti est dominée par des manifestations populaires appelées par l'opposition pour forcer le président Michel Martelly à quitter le pouvoir avant la fin de son mandat dans moins de deux ans. Cette opposition regroupe une douzaine de partis politiques, avec des figures qui se passent de présentation comme Mme Manigat, candidate malheureuse au deuxième tour des élections présidentielles face à l'actuel président Martelly, et Jean-Bertrand Aristide de Lavalas, inculpé de trafic illicite de drogue, soustraction de deniers publics, blanchiment des avoirs, etc., qui est depuis deux mois environ l'objet d'un mandat d'amener. Mais Aristide défie la police et l'appareil judiciaire en se cloîtrant chez lui et en mobilisant dans la rue et devant sa résidence ses partisans, qui considèrent ses démêlés avec la justice comme une persécution politique du président Martelly dont on connaît l'inimitié envers Aristide.

Ce conflit ouvert entre le président Martelly et Aristide, qui garde encore du crédit dans les couches pauvres, alimente les manifestations contre le pouvoir ; des manifestations qui se

renforcent de semaine en semaine parce qu'elles se déroulent également sur fond d'envolée des prix, de renchérissement du coût de la vie et de recrudescence de l'insécurité. Beaucoup d'habitants de quartiers pauvres expriment leur ras-le-bol au cours de ces manifestations.

Ce qui ne passe pas inaperçu, cette fois, c'est qu'une flopée de journalistes étrangers ont simultanément fait le déplacement pour couvrir une série de manifestations baptisées « Opération Burkina Faso » en référence à la mobilisation qui a renversé le président Blaise Compaoré.

Ces manifestations étaient programmées les 25, 28 et 29 novembre dernier, suite à la manifestation du 18 novembre, une semaine avant, qui a été réprimée dans le sang. On y a dénombré plus d'une dizaine de blessés graves, il y aurait eu aussi deux morts, suite à une fusillade dans la foule par des individus en civil à bord d'un véhicule de l'État et identifiés après comme des policiers. Cette répression a été ébruitée dans la presse internationale via les organismes de droits humains notamment.

Les trois manifestations des 25, 28 et 29 novembre se sont déroulées paradoxalement sans violence policière et ont mobilisé plusieurs milliers de personnes. La présence de la presse étrangère a été suffisamment dissuasive.

Mais juste quelques jours après, des manifestations qui se sont déroulées dans des villes de province – sans la présence de la presse étrangère – pour réclamer de l'électricité et de l'eau ont été à nouveau sauvagement réprimées. Le pouvoir craint l'extension et l'intensification de la mobilisation dans d'autres régions du pays. N'ayant pas de base sociale pour mobiliser, le gouvernement a recours à la force en vue de mater la mobilisation qui grandit de plus en plus avec l'approche de la date-butoir du jeudi 15 janvier 2015, où le mandat des députés et du tiers du Sénat arrivera à terme.

La situation se complique pour Martelly qui, en général arrogant, adopte le profil bas ces derniers jours. En marge d'une cérémonie en l'honneur de quelques musiciens, Martelly a évoqué pour la première fois le départ de son Premier ministre, voire le sien. Je le cite : « *Je peux dire que le Premier ministre et moi sommes unis pour la vie. Nous sommes venus aider Haïti. Si nous ne pouvons pas aider, nous n'avons pas besoin de pouvoir* », a dit Martelly, le bras gauche autour du cou de son Premier ministre, Lamothe. Si c'est pour aider Haïti, s'il y a des sacrifices à faire, nous pourrions partir, a expliqué Michel Martelly, qui a rectifié dans la seconde d'après en ajoutant : « *Ce n'est pas logique d'aller aux élections, de les remporter et de partir avant la fin de son mandat.* »

Par ailleurs, l'augmentation du chômage qui dépasse la barre des 75% et la brutale dégradation des conditions de vie des classes laborieuses

## États-Unis

Aux États-Unis les médias ne se lassent pas de répéter que nous sommes dans la plus longue période de reprise économique jamais vue – presque cinq ans et demi.

Et il est vrai qu'il y a eu une reprise, en quelque sorte. Les profits ont augmenté rapidement, atteignant des records historiques en 2013, représentant presque 11% du PNB. Et le nombre de milliardaires a aussi bondi vers un nouveau record.

Lors de cette année électorale, la Maison-Blanche a mis l'accent sur l'amélioration lente mais régulière des statistiques officielles du chômage. Mais il s'agit seulement d'un mirage statistique : il y a proportionnellement moins de personnes qui travaillent aujourd'hui qu'aux pires moments de la crise de 2008.

au cours du dernier trimestre fournissent à coup sûr des troupes aux manifestations qui démarrent toujours dans les bases d'Aristide, sillonnent les quartiers pauvres pour rameuter du monde, avant d'atteindre les grandes artères.

□ □ □ □ □

Quelques trombes de pluie tombées sur la ville du Cap-Haïtien, dans le nord du pays, ont suffi pour apporter un démenti aux mensonges de Martelly et de son équipe gouvernementale. Lourd bilan : sept morts, dont trois enfants, et des dizaines de maisons inondées. Des centaines de familles sinistrées. Privées d'eau, de nourriture et de couvertures pour faire face au froid, ces dernières appelaient désespérément à l'aide. Deux semaines après, toujours dans le Nord, dans une autre localité, on enregistre plus de cinq morts après que des pluies se sont abattues pendant moins d'une heure dans cette bourgade.

Le pays est de plus en plus vulnérable, pas seulement avec les nouvelles failles sismiques repérées, mais par la disparition totale de ce qui restait des services dits publics, par l'absence d'infrastructures, d'assainissement, par les logements des milliers de familles pauvres dans les lits des ravins, dans les flancs des mornes, faisant les frais des moindres intempéries, par un environnement désastreux avec une couverture végétale de moins de 2%, par la déconfiture accélérée de l'État.

Mais ce sombre tableau ne fait pas partie des préoccupations des politiciens au pouvoir ni de l'opposition qui y aspire. L'augmentation du salaire minimum, la baisse du coût de la vie, la création d'emplois ne figurent pas dans les pancartes des manifestations des partis de l'opposition. Ce ne sont pas leurs problèmes !

Par exemple, dans l'automobile, le nombre de véhicules produits cette année a retrouvé son niveau d'avant la crise de 2008, mais cette industrie emploie 20% de travailleurs de moins pour produire le même nombre de voitures.

Les revenus annuels de la population laborieuse, en tenant compte de l'inflation, sont inférieurs de 5400 euros à ce qu'ils étaient avant le début de la crise il y a sept ans.

La dégradation du niveau de vie des travailleurs est due aussi aux coupes claires dans les services publics municipaux et à la casse des écoles publiques dans les banlieues ouvrières.

Les politiciens disent qu'il n'y a pas d'argent. C'est sûr ! Les caisses publiques sont grandes ouvertes pour toutes les banques, toutes les



À Ferguson, des manifestants défient le couvre-feu en août 2014. « Vies volées dans le cadre du maintien de l'ordre », dit la bannière avec la liste des personnes abattues par la police américaine.

grandes entreprises, et tous les petits requins qui veulent des profits rapides.

Detroit en est le parfait exemple. La municipalité a utilisé sa mise en faillite pour réduire de 20% les retraites des employés municipaux et éliminer leur couverture médicale. Le jour même où ce scandale était avalisé par le tribunal, la ville en faillite a signé un accord par lequel elle s'engageait à payer un nouveau stade de hockey et un centre de loisirs à la famille qui possède déjà le stade de baseball qui fut payé par la ville il y a une dizaine d'années, le genre d'opération qui a mis la ville en faillite.

### LES ÉVÉNEMENTS DE FERGUSON

L'autre grande question de cette année, c'est ce que signifient les événements de Ferguson, le meurtre délibéré de jeunes Noirs par les policiers ou par des gens qui s'autoproclament gardiens de l'ordre, et le refus des autorités d'inculper les coupables ou, s'ils sont accusés, de les poursuivre en justice.

Bien des villes pourraient s'appeler Ferguson aujourd'hui. Alors que sa population est en grande majorité noire, les politiciens et la police sont presque totalement blancs. Pour de tels policiers, n'importe quel jeune homme noir peut être perçu comme une menace – et ils agissent en conséquence et méchamment.

La semaine précédant le non-lieu pour Ferguson, deux policiers blancs de Cleveland ont tiré et tué un enfant de douze ans qui n'avait pas jeté immédiatement son revolver en plastique. Et la même semaine, dans un HLM de Brooklyn, lorsqu'un jeune homme désarmé est entré dans une

cage d'escalier qui n'était pas éclairée, un policier blanc qui y entraît aussi par une autre porte a paniqué et a immédiatement tiré et tué le jeune. Et cette semaine, à New York, les autorités ont refusé de mettre en accusation les six policiers, ni même un seul d'entre eux, qui avaient étouffé à mort un homme en le ceinturant car il avait refusé de circuler.

Obama, dans un discours prononcé juste après le non-lieu de Ferguson, a parlé d'un « manque de communication » entre les policiers et la communauté noire, comme s'il s'agissait d'une prise de bec sur un terrain de jeu.

Personne ne peut dire combien de jeunes Noirs ont été tués par des policiers cette année. Quel que soit ce nombre, l'expression utilisée dans la communauté noire reflète parfaitement la réalité : ils disent que c'est une épidémie de meurtres commis par les flics.

De bien des façons il s'agit d'une véritable guerre menée contre la population noire et plus généralement contre l'ensemble de la classe ouvrière. Sans parler des autres guerres attisées maintenant en Irak et en Afghanistan.

À propos des élections récentes aux États-Unis, le *Wall Street Journal* a titré : « Un électorat maussade » dégoûté par les deux partis. Et c'était bien cela : mécontent, méfiant des deux partis, mais sans grands moyens d'exprimer cette colère. Le résultat a été un très fort taux d'abstention : seulement 36% de la population en âge de voter a fait ce geste. C'est la plus faible proportion depuis 1942.

## Voz Obrera (Voix ouvrière - Espagne)



*Une réunion de Podemos. Au premier plan, son principal dirigeant Pablo Iglesias.*

La réalité c'est qu'en Espagne les suppressions d'emplois continuent ; les licenciements collectifs ont augmenté de 42%. Le nombre total de chômeurs atteint quasiment cinq millions et demi. En Espagne nous connaissons à nouveau l'émigration et le cumul des emplois.

Les expulsions ont augmenté également, de 18%. Beaucoup de familles doivent retourner vivre chez leurs parents, et nous voyons des grands-parents qui soutiennent avec leurs pensions réduites ce qui était jusqu'alors deux familles distinctes. Difficile de dire ce qui arriverait en Espagne sans cet amortisseur familial.

Par ailleurs, la misère s'étend. Beaucoup de familles doivent recourir à des institutions caritatives pour s'alimenter. Et si nous parlons de familles marginales, nous pouvons les voir chercher de la nourriture dans les poubelles. Comble du cynisme, nous avons vu comment la municipalité de Séville a osé publier de nouvelles circulaires par lesquelles elle prétendait imposer des amendes allant jusqu'à 750 euros aux personnes récupérant de la nourriture dans les poubelles. L'indignation fut telle qu'elle dut faire marche arrière et à présent, au lieu de mettre des amendes à ces personnes... elles vont avoir droit à des cours, il est vrai, gratuits!

□ □ □ □ □

Sur le plan politique, le plus notable est la montée fulgurante d'un nouveau parti, Podemos. Podemos est le fruit de tous les scandales de corruption, de l'écœurement, du rejet de l'alternance au pouvoir du Parti populaire (PP) et du Parti socialiste (PSOE), qui, dans le fond, mènent la même

politique. Podemos a obtenu aux dernières européennes cinq eurodéputés, bien qu'il ne comptât alors que quatre mois d'existence. Actuellement les sondages le situent comme la troisième force politique en Espagne, écartant Izquierda Unida (le front électoral du Parti communiste).

Podemos a ses racines dans les courants critiques de la social-démocratie et a su mettre à profit la vague de contestation qui s'est exprimée au travers du mouvement des Indignés. Il recueille les espoirs d'une grande partie de la population. Podemos a été intraitable dans la dénonciation de la corruption, et son leader, Pablo Iglesias, un jeune professeur d'université en sciences politiques, emporte l'adhésion. Ses débats télévisés, où il attaque au vif et en direct les politiciens de la droite, ont été vus par un grand nombre de personnes.

Pablo Iglesias se dit « démocrate ». Il se situe hors des notions de classe. On ne trouve pas dans ses déclarations des mots tels que bourgeoisie, classe ouvrière, exploitation, etc. Il parle de « caste » en faisant référence à tous les politiciens corrompus et propose de s'en débarrasser. Il affirme qu'il est temps de récupérer la démocratie pour les citoyens, qu'il est nécessaire de créer des emplois décents, d'en finir avec la corruption, qu'il faut faire un audit citoyen de la dette pour voir quelle partie de la dette il faudrait payer, et quelle partie non ; il propose de créer une banque au service des citoyens, qu'il y ait un contrôle public de l'économie et une distribution des richesses plus équilibrée. Et il a du succès. Cependant il considère que le point de vue marxiste ne correspond plus à la réalité et évite toute référence au

communisme.

Podemos hérite du mouvement des Indignés les méthodes des assemblées participatives, mais avec moins de volonté de faire participer les gens à des luttes. Selon Podemos, il faut avoir un pied dans les institutions pour pouvoir changer les choses. Pour cela, dit-il, il est nécessaire de gagner les élections régionales et générales et de mettre en avant une

## Lutte Ouvrière (Belgique)

Le 6 novembre, il y a eu une manifestation de 120 000 personnes à Bruxelles. Elle était appelée par les trois centrales syndicales, contre la politique d'austérité du gouvernement fédéral qui s'est mis en place il y a deux mois, après les élections de mai dernier.

Mais il faut quand même raconter que, dans la manifestation, il y avait Elio Di Rupo et Laurette Onkelinx, ancien Premier ministre PS et ancien ministre de la Santé PS, et qu'ils y ont été très à l'aise.

Il y avait au moins ces deux-là, qui étaient vraiment là pour défendre leur emploi qu'ils ont perdu avec ce nouveau gouvernement fédéral. En effet, c'est la première fois depuis vingt-six ans que nous avons un gouvernement fédéral sans participation du PS.

Pour mémoire, dans ce petit pays, il y a cinq gouvernements, dont deux gouvernements régionaux qui ont maintenant plus de poids que le gouvernement fédéral. Le gouvernement régional wallon est toujours dirigé par le PS.

Il n'y a qu'un seul parti francophone au gouvernement fédéral, le Parti libéral francophone. Contre trois partis flamands, dont le plus important

manière démocratique d'exercer le pouvoir.

En ce sens, Podemos, jusqu'à présent, n'essaye pas réellement de s'appuyer sur une mobilisation active des classes populaires, de réactiver les mobilisations comme le faisait le mouvement des Indignés. Et cela fait que nous n'avons pas la même opportunité d'intervenir au travers de ses initiatives.

est la N-VA, le parti nationaliste flamand. Selon le PS, c'est une trahison de la part du Parti libéral francophone qui permet ainsi aux « *Flamands qui ont une mentalité de droite* » d'imposer leur politique de droite aux Wallons qui, eux, ont des traditions de gauche. Les droits démocratiques des Wallons ont été bafoués...

Pourtant, ce gouvernement fédéral a les mains d'autant plus libres, pour les attaques contre le monde du travail, que c'est le gouvernement fédéral précédent, sous la direction du PS, qui a mis en place la réforme de l'État que souhaitait le patronat flamand et pour lequel militait la N-VA. Cette réforme de l'État se traduit par un début de scission de la Sécurité sociale et plus d'autonomie fiscale pour les régions et communautés linguistiques. Maintenant que c'est chose faite, plus besoin de crises de gouvernement. Et la N-VA peut se concentrer sur le « socio-économique », comme ils disent.

Quant au PS, désormais dans l'opposition au niveau fédéral, il dénonce l'austérité du gouvernement fédéral et du gouvernement flamand, tandis qu'en Wallonie, où le PS dirige toujours, il applique les mêmes mesures, mais là ce ne



La manifestation du 6 novembre dernier à Bruxelles.

serait que de la rigueur! En vérité, c'est l'austérité à tous les niveaux de l'État, du fédéral jusqu'aux communes, et dans toutes les langues.

Les directions syndicales s'étaient tues pendant trois ans de gouvernement fédéral sous direction socialiste. Maintenant elles sont entrées en mode de mobilisation. Elles n'ont pas changé de politique, mais elles ont leurs propres raisons d'être inquiètes. Car trois des quatre partis au gouvernement fédéral ont tout intérêt à affaiblir les appareils syndicaux qui servent de relais électoral dans la classe ouvrière, notamment pour le Parti socialiste.

Les partis libéraux ont laissé entendre à plusieurs reprises qu'ils souhaitaient en finir avec le système des allocations de chômage payées par l'intermédiaire des syndicats. Le taux de syndicalisation exceptionnelle en Belgique, de plus de 60%, s'explique en effet en grande partie par cette particularité.

Et derrière les intérêts des partis, surtout, c'est la crise et l'impatience grandissante de la classe capitaliste d'attaquer la classe ouvrière.

Ainsi, le nouveau gouvernement fédéral a déjà décidé un saut d'index, c'est-à-dire la non-application de la prochaine indexation des salaires, et le relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans, en mettant les appareils syndicaux devant le fait accompli.

Les syndicats mobilisent donc. Mais pour demander quoi?

Concernant les salaires, ils demandent certes l'abandon du saut de l'index. Une chose que le patronat saura accepter d'autant plus facilement que l'inflation n'est pas élevée, et que ce ne fera pas la plus grande différence. Si la tendance à la déflation se confirme, nous reverrons peut-être même une indexation négative...

Mais surtout, les appareils syndicaux demandent « une marge » et « la liberté de négocier » dans les entreprises.

Et ce que ça donne, les négociations, entreprise par entreprise, quand les patrons ont l'arme du chômage de leur côté, vous le savez tous.

Quant aux licenciements, il n'y a pas un mot

dans les tracts des syndicats. Il n'est question que du maintien des allocations de chômage, et du fait que ces allocations doivent être payées par les syndicats, car les intérêts des chômeurs seraient mieux défendus ainsi...

La FGTB, le syndicat socialiste, a même écrit une lettre au patronat et fait des annonces de pub dans les journaux économiques pour rappeler aux patrons le bienfait de la « concertation sociale ». La FGTB leur rappelle dans sa lettre que « *la concertation sociale nous a permis de traverser sans encombre de nombreuses crises et difficultés* ».

Les syndicats mobilisent donc pour réclamer au patronat de bien vouloir les admettre à sa table, pour l'aider à traverser des nouvelles crises et difficultés sans encombre, en faisant payer les travailleurs, et en garantissant la « paix sociale ».

Leur façon de mobiliser est à l'image de ces objectifs.

Pour la manifestation du 6 novembre à Bruxelles, comme de coutume, les syndicats ont payé 40 euros à chaque personne participante. À Mons, le bourgmestre Di Rupo a donné congé au personnel de la ville pour aller manifester. Y compris aux cantonniers en contrats précaires, que la ville s'apprête à licencier. La mutuelle socialiste a payé ses salariés pour aller à la manifestation.

Dans les entreprises privées par contre, la mobilisation a ciblé celles où cela posait le moins de problèmes, par exemple chez Audi où plusieurs jours de « non-production » sont de toute façon prévus d'ici la fin d'année. Dans d'autres entreprises, qui tournent à plein régime, la participation à la manifestation était limitée aux délégués syndicaux. Dans l'entreprise chimique où travaille un de nos camarades, le syndicat n'a même pas appelé, alors que l'entreprise est en pleine restructuration.

Beaucoup de travailleurs étaient cependant contents d'être enfin conviés à une action. Et il y a eu à la manifestation aussi beaucoup de personnes qui n'avaient encore jamais manifesté. Mais il y a eu aussi des travailleurs qui nous ont dit qu'ils n'allaient pas se déplacer pour une « manifestation PS ».

## Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe - Turquie)

En Turquie depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, le président Erdogan occupe le devant de la scène quasiment en permanence par ses déclarations à l'emporte-pièce, voire farfelues.

Quelques exemples parmi les plus récents : « *Les femmes et les hommes ne peuvent pas être égaux parce que c'est contre-nature* » ;

« *L'Amérique n'a pas été découverte par Christophe Colomb mais par des marins musulmans trois siècles plus tôt* » ; « *Chaque femme doit faire trois enfants pour que la population de la Turquie s'agrandisse* » ; « *Il faut une jeunesse croyante et une mosquée dans chaque université d'État* », etc.

Le parti au pouvoir AKP se base sur deux confréries sunnites, la bande d'Erdogan et la





*Après l'accident de la mine de Soma, en mai 2014, qui a coûté la vie à 301 mineurs.*

bande de Gülen. Entre 2003 et 2009 elles ont gouverné ensemble et agi de concert pour éliminer de l'appareil d'État les forces kémalistes.

À partir de 2009 il n'y avait plus de menace kémaliste mais le gâteau à partager s'est nettement réduit. Erdogan et son entourage se sont cru politiquement tout permis.

En gros, à partir de 2010 Erdogan et consorts se sont senti pousser des ailes à la suite de leurs succès économiques et politiques. Ils ont parlé d'une période « néo-ottomane » et ont voulu mener leur barque à leur guise même quand il risquait d'y avoir conflit avec les États-Unis. Notamment ils ont contrarié la politique des États-Unis, s'agissant du blocus économique de l'Iran et aussi vis-à-vis de la Syrie.

Les États-Unis ont cherché à faire plier l'Iran par un blocus économique et financier. Cela aurait signifié des pertes importantes pour les hommes d'affaires proches d'Erdogan, notamment concernant les importations de gaz et les exportations de produits alimentaires. Le régime d'Erdogan a contourné ce blocus financier en effectuant des règlements en or, et il a poursuivi cette pratique malgré les avertissements des États-Unis. Ces derniers ont considéré cela comme une trahison de la part de leur allié Erdogan.

Dans le cas de la Syrie, au début le gouvernement Erdogan est intervenu directement dans le conflit sans trop écouter les États-Unis. Il espérait conquérir un rôle prépondérant en armant des milices islamistes pour renverser rapidement le régime d'Assad. Or les États-Unis n'étaient pas d'accord pour renverser Assad en le remplaçant par des partis islamistes. Le gouvernement d'Erdogan n'en a pas moins continué à armer les milices proches d'al-Qaïda et de l'État islamique dont on parle beaucoup aujourd'hui. Et plusieurs

témoignages montrent qu'aujourd'hui le gouvernement AKP continue à soutenir indirectement les milices de l'État islamique.

Le problème kurde n'est toujours pas réglé, malgré les prétentions du gouvernement AKP de régler cette question. Le gouvernement continue ses pourparlers avec le HDP, le Parti démocratique du peuple, un parti nationaliste kurde qui avait engagé un processus de paix avec le gouvernement. Ces derniers mois il y a eu une sorte de rupture à cause de l'affaire de Kobané. Mais depuis quelques semaines, les pourparlers ont de nouveau repris. De mauvaises langues disent que si le gouvernement fait semblant de faire des gestes, c'est qu'il a besoin des voix kurdes pour les élections générales prévues avant juin 2015.

Quant à la situation économique, depuis début juin de cette année, on constate une dégradation nette. La livre turque a déjà perdu plus de 20 % de sa valeur face au dollar. D'où une baisse de pouvoir d'achat de l'ordre de 20 % pour cette période. Le bâtiment, qui était un des moteurs de l'économie, risque de s'écrouler. En parallèle depuis plusieurs années les conditions de travail et de sécurité se dégradent très nettement, notamment dans le bâtiment et les mines.

On a en mémoire l'accident des mines de Soma au mois de mai dernier, qui a fait 301 morts, et l'accident dans le bâtiment à Istanbul début septembre, dans lequel dix travailleurs ont trouvé la mort par la chute d'un ascenseur.

D'après les chiffres officiels, entre 2003 et 2012 il y a eu plus de 12000 morts par accidents du travail, dont presque un tiers dans le bâtiment. En 2013, 1235 ouvriers sont décédés par accidents du travail, dont 294 dans le bâtiment, soit plus de trois par jour. Et pour 2014 les chiffres sont encore en nette augmentation puisque pour



les huit premiers mois il y a déjà eu 1 270 morts.

Malgré la crise et la dégradation des conditions de travail de la classe ouvrière, celle-ci n'est pas démoralisée pour autant. On a pu le voir à travers plusieurs luttes. Depuis une semaine, les 2 800 travailleurs de la centrale thermique de Yatagan luttent pour en empêcher la privatisation. Cet été, dans la banlieue d'Istanbul, 800 travailleurs d'une usine d'alimentation ont fait grève pendant 24 jours à propos des salaires et des conditions de travail et ont en partie obtenu satisfaction. Le 7 septembre, deux jours après l'accident d'ascenseur sur un grand chantier du centre d'Istanbul, 3 000 travailleurs des chantiers d'Ikitelli, dans la grande banlieue de la ville, ont cessé le travail pour protester contre les conditions de travail, les salaires, la mauvaise nourriture. Ils sont descendus en masse pour bloquer le boulevard périphérique pendant plus d'une heure. À la suite de quoi des négociateurs ont été délégués sur place et ont calmé les manifestants en acceptant

une bonne partie de leurs revendications. Les dirigeants ont accepté la représentativité d'un comité composé de dix travailleurs.

Le sujet le plus sensible concerne un des acquis obtenu il y a plus de 75 ans, à savoir les indemnités de licenciement. En effet les 12 millions de travailleurs déclarés, sur un ensemble de 25 millions, sont ceux des grandes entreprises clés qui jouent un rôle déterminant dans l'économie. Actuellement, les indemnités de licenciement ou de départ sont d'un mois de salaire par année d'ancienneté. Même le gouvernement militaire d'après le coup d'État de 1980 n'a pas osé toucher à ce droit. Mais depuis plus de trois ans le patronat fait pression sur le gouvernement pour revenir sur cet acquis. Régulièrement le gouvernement fait des tentatives en déclarant qu'il va réviser cet accord, mais chaque fois il recule de peur d'une explosion sociale et surtout de perdre une bonne partie de son électorat.

## Workers' Fight (Combat ouvrier - Grande-Bretagne)

Comme vous le savez peut-être, nous sommes en pleine période préélectorale. Un nouveau gouvernement doit être élu en mai prochain et les principaux partis politiques sont pris de frénésie électorale. D'autant plus qu'ils doivent faire face à la montée d'un concurrent – le parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni, ou Ukip. Il s'agit d'un parti dont la politique se réduit à une virulente rhétorique antieuropéenne et anti-immigrés. Mais il a réussi à faire ce qu'aucun parti n'avait pu faire depuis près d'un siècle, en battant les deux grands partis qui monopolisent le système politique britannique lors d'une élection nationale – en l'occurrence les élections européennes, où Ukip est arrivé en tête avec 27,5% des voix. Qui plus est, il vient d'obtenir ses deux premiers sièges au Parlement en remportant deux élections législatives partielles.

Pour l'essentiel, on peut considérer Ukip comme l'extrême droite antieuropéenne du Parti conservateur et il s'est surtout développé grâce aux membres du Parti conservateur qui l'ont rejoint. Mais Ukip a également attiré d'anciens membres des divers groupes d'extrême droite, dont il s'efforce de neutraliser les écarts de langage afin de garder une image à peu près présentable.

Dans le passé, l'audience « naturelle » de Ukip venait essentiellement de l'électorat petit-bourgeois du Parti conservateur. Mais pour augmenter ses scores, il vise maintenant des électeurs des classes populaires parmi ceux qui votaient travailliste jusqu'à présent et ceux qui avaient

renoncé à voter. Pour cela, Ukip use d'une double stratégie : d'un côté il joue sur le fait que nombre de ces électeurs se sentent abandonnés par les travaillistes ; de l'autre il cherche à donner une voix aux préjugés anti-immigrés qui existent dans leurs rangs.

Le problème, bien sûr, est que du fait de sa montée électorale les relents malodorants de la politique de Ukip ont tendance à tenir une place croissante dans la campagne électorale. Et le fait que l'immigration est constamment présentée comme une sorte de « menace » contribue à attiser les préjugés anti-immigrés et racistes. Et ceci d'autant plus que les grands partis répondent à Ukip en se livrant à une surenchère sur le même terrain. Ainsi on parle maintenant de quotas d'immigration pour les pays de l'Union européenne. Au cours de la semaine écoulée, le Premier ministre conservateur David Cameron a déclaré qu'il envisageait de supprimer toutes leurs allocations sociales aux travailleurs européens ayant un emploi. Qui plus est, ces travailleurs ne pourraient bénéficier des services de santé qu'après avoir travaillé en Grande-Bretagne pendant au moins quatre ans.

Quant au Parti travailliste, ses représentants avaient dit la même chose en des termes plus vagues quelques semaines auparavant. Simple-ment, ils avaient invoqué des arguments encore plus hypocrites, en particulier en disant que l'immigration de travailleurs non qualifiés en provenance de l'Union européenne exerçait une pression à la baisse sur les salaires des travailleurs

anglais. Comme si cette pression à la baisse n'était pas le fait d'un patronat bien anglais !

Que pensent les travailleurs de tout cela autour de nous ? Ils entendent le gouvernement se vanter d'avoir sorti le pays de la crise, contrairement au reste de l'Europe. Mais eux savent bien que, dans le monde réel, leur situation matérielle continue à s'aggraver, qu'il n'y a pas d'emplois décents et que leur pouvoir d'achat baisse. Alors certains finissent par tomber dans le piège des politiciens qui leur disent que les immigrés européens sont venus prendre les emplois créés par cette prétendue « reprise ».

Mais la vérité sur ces emplois on peut la trouver dans les propres statistiques du gouvernement. Le nombre des travailleurs employés a augmenté de 1,1 million entre janvier 2008 et août 2014, mais seuls 26 000 ont été embauchés sur des emplois permanents à plein-temps. C'est-à-dire qu'un seul de ces prétendus emplois créés sur quarante était un véritable emploi, tandis que les 39 autres étaient des emplois précaires. Qui plus est, nombre d'emplois existants ont été transformés en emplois précaires par le jeu du passage en sous-traitance. En fait, la proportion des travailleurs atteints par le chômage ou le sous-emploi atteint un niveau record.

Parmi ces emplois précaires, il y a aujourd'hui, officiellement, 1,4 million d'emplois « zéro-heure », sans horaire ni paie garantis – dans la restauration, l'hôtellerie, le commerce, les bureaux, la logistique, etc. Pire encore, les deux tiers de l'augmentation officielle du nombre des travailleurs considérés comme employés tiennent à la montée en force d'une autre catégorie de précaires – ceux que l'on appelle les auto-employés. Ils sont aujourd'hui 4,6 millions, soit 15 % du total – un record historique. Ces travailleurs n'ont ni congés payés, ni congés maladie. Ils doivent payer eux-mêmes l'intégralité de leurs cotisations sociales et de retraite, sans que leur employeur débourse un centime, et ils ne sont pas couverts par les réglementations du travail en matière de durée du travail et d'hygiène et sécurité. Qui plus est, leur

revenu moyen est d'environ la moitié de celui des salariés fixes à plein-temps.

Il ne faut donc pas s'étonner du fait que les vantardises du gouvernement concernant l'économie ne fassent que dissimuler des statistiques de la pauvreté qui ont de quoi choquer. C'est ainsi qu'un cinquième de la population vit en dessous du seuil de pauvreté tandis qu'un million de personnes ont recours aux soupes populaires. Le salaire réel moyen a baissé chaque année depuis 2008, avec une baisse totale de 9 % sur cette période – de sorte que le pouvoir d'achat des salariés est maintenant revenu à ce qu'il était en 1997. Les difficultés résultant du bas niveau des salaires et des baisses d'allocations sociales dues à la politique d'austérité du gouvernement sont exacerbées par le manque de logements sociaux, qui oblige les familles ouvrières à payer des loyers exorbitants à des loueurs privés. Les expulsions de locataires privés sont devenues la principale cause de l'augmentation du nombre des SDF.

Pour toutes ces raisons, les manifestations pour des hausses de salaire organisées par le Trade Unions Congress (TUC, confédération des syndicats) le 18 octobre auraient dû avoir une résonance particulière – et elles en auraient eu une si les appareils syndicaux avaient réellement cherché à mobiliser les travailleurs. D'autant que ces manifestations venaient après une semaine marquée par des grèves contre le gel des salaires dans le secteur public. Cela aurait pu être le plus important mouvement pour les salaires depuis bien longtemps. Mais les leaders syndicaux ont tout fait pour qu'il n'en soit rien. D'abord en organisant les grèves par secteur, les unes après les autres ; ensuite en limitant la grève de la Santé à un débrayage de quatre heures, qui privait une grande partie du personnel d'y participer ; enfin en annulant au dernier moment la grève des travailleurs municipaux, qui sont de loin le plus gros contingent du secteur public. Et bien sûr, depuis, il n'y a pas eu de suite, hormis un autre débrayage de quatre heures dans la Santé. Autant dire que ce n'est pas ce qui va résoudre le problème des bas salaires.

## **Bund Revolutionärer Arbeiter (Union des travailleurs révolutionnaires, Allemagne)**

Après plusieurs années de discours sur un prétendu « essor » de l'économie allemande, le ton a changé. Maintenant les experts autoproclamés se succèdent dans les médias pour demander : « L'Allemagne échappera-t-elle à la récession ? » et pour réclamer un effort commun pour redresser la courbe de la croissance – autrement dit des sacrifices de la population laborieuse.

À vrai dire, même pendant ces dernières années d'une relative stabilité économique, il n'y a jamais eu de répit pour les travailleurs. Même quand les entreprises produisaient à fond et que les carnets de commandes étaient pleins, les plans de suppressions d'emplois et réductions de coûts continuaient. La production à fond, cela signifiait pour les travailleurs surtout l'exploitation



Sur la vitre de la locomotive de ce cheminot allemand : « Cette entreprise est en grève ».

et la fatigue à fond, et c'était de plus en plus de travailleurs d'entreprises sous-traitantes et à bas salaire.

Mais avec la récente évolution économique les patrons commencent à durcir encore leurs attaques. Les annonces de licenciements dans des trusts comme Daimler, Schenker et de façon massive dans des entreprises moyennes donnent un petit avant-goût de ce qui attend les travailleurs.

Il en va de même pour le gouvernement. Celui-ci est en train de préparer les prochaines attaques par différents biais. D'abord avec ses discours incessants sur la fameuse « rigueur budgétaire ». Ainsi, le gouvernement de grande coalition se vante que son budget 2015 voté récemment ne ferait pas de nouvelles dettes, pour la première fois depuis 1969. Et Merkel l'annonçait dans les termes suivants : « Jusqu'à présent, l'Allemagne a vécu au-dessus de ses moyens. Maintenant ce sera fini une fois pour toutes. » Cela laisse présager l'avenir.

Il y a un autre discours ignoble et directement dirigé contre les travailleurs. Dans la première année de son gouvernement, la grande coalition entre le parti de droite de Merkel et le parti social-démocrate SPD avait honoré quelques promesses électorales, censées avant tout calmer la base du SPD qui n'était pas très contente à l'idée d'être à nouveau le petit partenaire d'une grande coalition sous Merkel. Ces mesures, c'étaient un salaire minimum de 8,50 euros, une retraite à 63 ans au lieu de 65 pour les travailleurs ayant travaillé au moins 45 ans, et la « retraite des mères », une augmentation de la pension mensuelle de

retraite de 28 euros pour chaque enfant élevé.

Le gouvernement a tout fait pour que ces mesures restent très limitées et avec le moins d'effet possible. Mais cela ne l'empêche pas aujourd'hui de rendre ces mesurette responsables de l'actuel recul économique. Ne craignant pas le ridicule, les prétendus experts économiques prétendent que le salaire minimum de 8,50 euros, même pas encore introduit, ferait tellement peur aux patrons qu'ils n'investiraient plus. Ils expliquent que les quelques travailleurs qui partent un peu plus tôt à la retraite pousseraient l'économie à la récession. Oui, ils osent faire croire que les travailleurs qui ne veulent plus travailler pour cinq euros de l'heure, et ceux qui veulent partir à la retraite après 45 ans de cotisation, seraient responsables des mesures de crise des patrons, responsables des licenciements, des externalisations, des coupes dans les salaires ! Tout cela évidemment dans un but bien précis : préparer le terrain aux prochaines attaques, qui permettront aux patrons d'exploiter les travailleurs encore plus librement.

Une première loi du gouvernement prévue dans ce contexte est une loi pour restreindre encore le droit de grève, pourtant déjà bien limité en Allemagne. Déjà aujourd'hui il n'y a pas de droit de grève individuel, ni de droit de grève politique. On n'a le droit de faire grève que si un syndicat y appelle. Et celui-ci n'a le droit d'appeler à la grève que lors des négociations autour des conventions collectives, donc en gros une fois tous les deux ans.

La nouvelle loi, d'ailleurs élaborée par une ministre social-démocrate, veut maintenant imposer

que seul un syndicat par entreprise ait le droit de négocier la convention collective. Souvent, il n'y a d'ailleurs qu'un seul syndicat dans l'entreprise. Mais il y a de plus en plus de cas où il y en a plusieurs: des syndicats corporatistes en particulier, ou deux syndicats dont un plus proche du patron et l'autre un peu plus combatif. La nouvelle loi interdirait au plus petit des syndicats de négocier les conventions collectives et donc... d'appeler à la grève. Un syndicat plus combatif mais minoritaire serait totalement privé du droit d'appeler à la grève, sous la menace d'amendes pouvant atteindre des centaines de milliers, voire des millions d'euros.

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la grève des conducteurs de train de l'entreprise de chemins de fer allemande, la Deutsche Bahn. Leur syndicat, GDL, est justement un de ces syndicats corporatistes minoritaires dont l'existence est menacée par la nouvelle loi. Ils ont fait grève, dans le

cadre des négociations de salaires, pour imposer qu'en dépit de la loi leur droit à négocier et à appeler à la grève soit garanti par la Deutsche Bahn.

Un flot de calomnies quasi hystériques a été déversé sur les cheminots, traités à l'unisson de « dangereux irresponsables », de « forcenés » auxquels il faudrait ôter le pouvoir de paralyser la moitié de l'économie. Hommes politiques et journalistes paraissent très fâchés de voir des travailleurs démontrer par leur grève que sans leur travail, rien ne fonctionne. D'ailleurs une des organisations patronales a directement enchaîné pour revendiquer l'interdiction de toutes les grèves dans tous les transports, le secteur énergétique et autres services clés pour les entreprises, en expliquant sérieusement que « *dans une période si difficile de crise économique, les entreprises ne doivent pas être inquiétées* ».

## L'Internazionale (L'Internationale - Italie)

Année après année, le nombre de chômeurs a augmenté, la situation des salaires s'est aggravée, tandis que la précarité des emplois augmentait. Les chômeurs à la fin octobre étaient au nombre de 3 410 000, soit une augmentation de 9% par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage des jeunes a atteint 43,3%. Toutes les institutions et les centres d'analyse économique démentent les déclarations optimistes de ceux qui parlent de « reprise » ou de « la lumière au bout du tunnel ». Selon l'institut des statistiques Istat, nous en sommes au treizième trimestre consécutif sans aucune croissance du PIB.

Devant cette situation, Renzi et son équipe du gouvernement font semblant d'agir sur l'économie et même de jouer un rôle encore « révolutionnaire ». Ils servent à l'opinion publique la fable d'un gouvernement de jeunes qui serait en train de démolir tout l'édifice des vieilles bureaucraties et des anciens privilèges et qui, sur ces ruines, préparerait la relance économique et sociale du pays. Mais ce genre de tour de passe-passe fonctionne de moins en moins.

Dans la réalité, Renzi s'échine à faire passer des lois souhaitées par la grande bourgeoisie. Il vient de lancer son « *Jobs act* », sa nouvelle loi sur l'emploi, à laquelle il donne un nom anglais. Elle a déjà été approuvée à la Chambre des députés et est en attente d'approbation au Sénat. C'est une loi qui affaiblit encore la position des travailleurs face aux patrons, en les mettant complètement

à leur merci concernant les salaires, la garantie de l'emploi, la classification professionnelle, les libertés de discussion et d'organisation dans les usines.

C'est ainsi que le président de la Confindustria, le Medef italien, a déclaré que Renzi « *est en train de réaliser ses rêves* ».

Un quotidien, le *Fatto* du 27 novembre, a titré que « *le Jobs Act, la loi sur l'emploi de Renzi, a été écrite par la Confindustria* ». L'article explique que le travail de copier-coller du gouvernement, s'est basé sur un document de la Confindustria d'il y a quelques mois.

Avec le malaise, la dégradation des conditions sociales, la croissance de la misère, en Italie aussi on voit la confusion se répandre dans de larges secteurs de la population. Il y a des courants et des groupes politiques qui soufflent sur les flammes du racisme, de la xénophobie et d'un nationalisme économique de bas étage. La Ligue du Nord est le courant le plus structuré sur ce plan. Elle a eu un succès électoral partiel en Émilie-Romagne avec une propagande qui mélange la défense des retraites et la lutte contre les camps de Roms, l'opposition à la monnaie unique et l'aide aux familles défavorisées. Mais il y a aussi des groupes ouvertement néo-fascistes, comme dans le cas de certains quartiers de Rome et Milan, qui poussent à des manifestations de rue contre les étrangers, souvent à la limite des pogroms.

## En conclusion du congrès de 2014

Tout laisse prévoir que la crise de l'économie capitaliste se poursuivra. Et rien que de ce fait, elle s'aggravera.

Cela signifie que la situation peut empirer. Car, si aujourd'hui la production industrielle stagne ou recule de 2% ou 3% par an, rappelons que, pendant la première période de la Grande Dépression, c'est-à-dire entre 1929 et 1932, elle a reculé tous les ans de plus de 15% en Allemagne et de près de 20% aux États-Unis. Même en France, qui a été atteinte un peu plus tard par la crise et un peu moins frappée, le recul a été de près de 10% par an pendant trois ans. Puis l'économie reprit péniblement entre 1932 et 1937 avant de chuter de nouveau de 22% entre 1937 et 1938 aux États-Unis. La production manufacturière n'a été de nouveau en croissance à ce moment-là que dans la seule Allemagne, pour ce qui est des pays capitalistes. Mais déjà grâce principalement à l'industrie de guerre.

La part des investissements dans le produit national s'était effondrée de 50% entre 1929 et 1933, aux États-Unis comme en Allemagne. En France, jusqu'à la guerre, elle n'était pas revenue au niveau de la fin des années 1920.

Alors, aujourd'hui ?

La prolongation de la « Longue Dépression » de notre époque est une certitude. Et à cette certitude s'ajoute la menace de l'effondrement financier brutal. Nous ne pouvons pas plus en prédire le moment que quiconque.

À considérer les plus de quarante ans qui se sont écoulés depuis les premiers graves soubresauts de l'économie capitaliste au début des années 1970 – crise du système monétaire international, crise du pétrole, premier recul de la production à l'échelle mondiale – le mot « crise » devient impropre par rapport à l'ensemble de la période. Il s'agit du mode de fonctionnement du capitalisme de notre époque, un fonctionnement fait d'une succession de périodes de stagnation et de reculs de la production, marquée par le développement cancéreux de la finance.

Ce sont les soubresauts de la crise elle-même qui seront décisifs pour l'évolution de la situation sociale et politique. C'est une aggravation, et à plus forte raison une aggravation brutale de la crise, qui peut pousser les classes sociales à se mettre à agir et à donner à la lutte de classe un caractère bien plus aigu, bien plus âpre.

### L'ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE

On a exprimé tout au long de l'année, dans notre presse ou dans nos meetings, que la politique de Hollande n'est pas due à sa seule inclination pour une politique que les « frondeurs » du PS ou le PC appellent « sociale libérale », mais au fait qu'elle correspond aux exigences de la bourgeoisie.

Hollande a pu récemment jurer ses grands dieux qu'il n'y aurait pas plus d'impôts l'année prochaine. Il y en aura, bien sûr, et sous des formes multiples, frappant essentiellement les classes populaires : il faut bien boucler le budget, tout en payant les intérêts au système financier, et plus encore si on y ajoute une politique de grands travaux, d'investissements directs par l'État !

Ces mesures frapperont tout un tas de catégories qu'on voit déjà réagir : notaires, pharmaciens, huissiers, propriétaires de cliniques privées et plus encore paysans, routiers, et tout récemment des petits patrons en tout genre, etc. Des agitations sociales se multiplieront en se diversifiant.

Les réactions de telle ou telle catégorie de la petite bourgeoisie sont le plus souvent des réponses à des mesures prises par le gouvernement à leur encontre. Ces mesures continueront.

Mais il n'y a pas que les mesures gouvernementales. Les mécanismes de l'économie capitaliste en période de crise, c'est-à-dire lorsque les marchés se restreignent, rendent plus âpre la concurrence entre les grandes sociétés capitalistes et les petites entreprises, c'est-à-dire entre la grande et la petite bourgeoisie.

On parle beaucoup ces temps-ci de la guerre des prix entre les grandes chaînes commerciales. Plus le pouvoir d'achat des classes populaires baisse, plus les grandes chaînes commerciales qui s'adressent à ces couches populaires s'efforceront de conquérir de nouveaux clients, les unes au détriment des autres.

Cette guerre des prix entre chaînes de distribution les amène à tenter de réduire les marges de leurs fournisseurs. Parmi ceux-ci, les uns, grandes entreprises industrielles, ont les moyens de se défendre ; d'autres, petits industriels, artisans et surtout paysans ou transporteurs, subissent une pression croissante de la grande distribution capitaliste.

Et puis, dans les périodes fastes de l'économie,

les grandes chaînes commerciales voyaient surtout des avantages à s'entourer de boutiques qui les aidaient à attirer les clients. Le principe des centres commerciaux est basé sur une certaine complémentarité qui est de plus en plus malmenée par la guerre des prix. Se multiplient à la télévision les reportages sur les boutiques d'habillement, notamment, obligées de fermer leurs portes car leurs prix sont plus élevés que ceux des grandes chaînes. À plus forte raison, les boutiques du centre des petites villes ont de plus en plus de mal à survivre.

Même si le gouvernement n'y est pour rien, le mécontentement de ces catégories sera d'autant plus orienté contre lui qu'il se prétend socialiste ou de gauche. Et, pire encore, comme la gauche est présumée être plus favorable aux salariés, l'hostilité de ces catégories contre le gouvernement se transformera facilement en hostilité envers les salariés (du style : ceux-là, ils ont leur salaire, alors que j'ai le fisc, les tracasseries administratives, sans parler des fonctionnaires fainéants, etc.).

### **LA PROGRESSION DU FRONT NATIONAL**



**Une brochette d'élus FN s'autofélicite.**

C'est là que je voudrais faire un aparté concernant la montée du FN et de son influence dans le monde du travail, et en particulier parmi ceux qui, dans le passé, votaient pour le PS ou le PC.

Pour le moment, comme il a été dit, la montée du FN est surtout électorale. Pour le moment. Mais comment pourraient évoluer les choses dans l'avenir en fonction de la gravité de la crise ?

Ceux qui votent pour le Front national ne font, pour le moment, que voter. On peut discuter 106 ans pour savoir jusqu'à quel point le vote de protestation s'est transformé en vote de conviction. De conviction par rapport à quoi ? À la démagogie

du FN contre les immigrés ? Ou vis-à-vis de l'Europe ? Oui, bien sûr, le FN s'appuie sur des préjugés, les uns stupides comme ceux qui accusent l'Europe ou l'euro d'être responsables de la crise, les autres franchement nuisibles tels que ceux envers les travailleurs étrangers.

Mais, finalement, ce qui est le plus efficace sur le plan démagogique pour le FN, c'est de laisser parler les autres. Plus le PS au pouvoir agit, plus la droite parlementaire s'agite, moins Marine Le Pen a besoin de parler. Ce sont les grands partis qui alimentent le fonds de commerce du FN, dont le meilleur argument est qu'il n'a rien à voir avec les autres et qu'eux et lui n'ont jamais gouverné ensemble.

La nouveauté de la période, c'est que l'influence électorale de l'extrême droite s'accroît dans le monde ouvrier.

Pour le moment, nous sommes surtout confrontés à cet aspect des choses dans les entreprises ou dans les caravanes : d'anciens électeurs du PS ou du PC envisagent de donner leur voix au FN.

« *L'écho électoral que trouve Marine Le Pen est en quelque sorte le dernier avatar des illusions électoralistes dans la classe ouvrière* » ; Marine Le Pen, « *celle qu'on n'a jamais essayée* », avons-nous écrit dans le texte de congrès.

Là encore, les causes de cette évolution sont parfaitement connues. Et le fait que nombre d'ouvriers ne soient plus choqués par la démagogie de Le Pen, voire reprennent ses arguments racistes, xénophobes, témoigne, comme on le dit dans le texte, « *tout à la fois d'un rejet violent du PS au pouvoir et d'une dépolitisation profonde* ».

Grande a été la responsabilité de la gauche au pouvoir dans le passé, et elle l'est encore dans le présent. Même lorsque la gauche réformatrice au pouvoir prétend combattre le Front national, elle le renforce. Au-delà de sa politique antiouvrière, elle le renforce par l'arrogance sociale de ces messieurs-dames les ministres socialistes, les députés ou maires de grandes villes et autres notables.

Cette arrogance sociale est liée au fait que les dirigeants des grands partis réformatrices, c'est-à-dire ceux du PS ou des Verts, mais même ceux du PC quoique de façon plus indirecte, sont, par leur intégration dans les institutions de la bourgeoisie, formatés, dressés contre les exploités, les chômeurs, les pauvres, et plus généralement contre les petites gens. Leur arrogance reflète en dernier ressort l'arrogance sociale de la petite bourgeoisie qui se considère de gauche – la base sociale du PS – vis-à-vis de la classe ouvrière.

Petite parenthèse à propos de cette arrogance : on peut constater, avec les affaires de Le Pen, comment elle déteint aussi sur les sommets de la bureaucratie syndicale.

Et l'arrogance sociale des dirigeants de la gauche se prolonge d'autant plus facilement sur le terrain politique qu'ils sont bien obligés de présenter leur politique antiouvrière comme la seule possible et de prétendre que ceux qui ne comprennent pas cela sont forcément des sots. À plus forte raison, ceux des travailleurs ou des pauvres qui regardent vers le FN!

Quand on y pense, même les qualificatifs « populisme, populiste » employés à l'égard du FN sont l'expression d'un mépris social.

Le comble, c'est que cette extrême droite, qui est, par nature, par ses objectifs politiques, violemment anticommuniste, violemment antiouvrière, puisse passer aujourd'hui aux yeux d'un certain nombre d'exploités ou de chômeurs eux-mêmes pour être plus proche du petit peuple que le PS, et même que le PC (ne serait-ce que parce qu'il fait partie de la « gauche »).

Par rapport à nos tâches d'aujourd'hui, nous avons insisté sur le fait que notre expérience militante, pour limitée qu'elle soit étant donné nos forces, montre cependant que les travailleurs influencés par le FN le sont pour l'essentiel par désorientation, perte de repères, ce dont sont responsables les partis dans lesquels ils se reconnaissent avant. Il est encore possible, s'agissant d'individus, de contrecarrer cette évolution en militant pour une perspective radicalement opposée à celle du FN et des autres partis, qui défendent le maintien de l'ordre capitaliste. S'opposer cependant à la « résistible ascension » même simplement électorale du FN et, à plus forte raison, empêcher que son influence sorte du terrain électoral, dépend de l'évolution ultérieure de la lutte de classe, et de la rapidité avec laquelle la classe ouvrière retrouvera confiance en sa force et conscience de ses tâches politiques.

Qu'est-ce que nous voulons dire par là ?

Nous sommes dans une situation qui paraît paradoxale. D'un côté, l'extrême droite réalise des scores électoraux comme on n'en a pratiquement jamais connu depuis la guerre.

D'un autre côté, on ne constate cependant pas d'agressions physiques contre le mouvement ouvrier, ou très peu. Et, pour ce qui concerne notre activité à sa petite échelle, nos militants, quand ils vendent notre journal, subissent bien moins souvent des agressions venant de l'extrême droite que n'en subissaient les vendeurs de *L'Humanité* au début des années 1950 au temps du RPF. Et plus généralement, pour le moment, nos caravanes se déroulent sans autres agressions que verbales, et de temps en temps des tracts froissés.

Cette situation n'est paradoxale qu'en apparence. Sa raison profonde dépasse le petit jeu

actuel du FN, et elle peut changer rapidement. Car le fond du problème est qu'à l'étape actuelle de la crise, aucune classe, aucune catégorie sociale ne cherche encore une solution radicale. Je n'insiste pas sur notre classe, la classe ouvrière. Même lorsqu'elle réagit face à une fermeture d'usine par exemple, elle peut être amenée à le faire par des méthodes violentes, mais elle ne cherche pas de solution radicale pour la société. Et c'est à comparer avec les réactions radicales de la classe ouvrière dans les années 1935-1936, des États-Unis à juin 1936 en France, sans même parler de la situation révolutionnaire en Espagne.

Mais les catégories petites-bourgeoises, elles non plus, ne cherchent pas de solution radicale, même lorsqu'elles se retrouvent dans les idées réactionnaires du FN. Leur mécontentement, leurs frustrations s'expriment par le vote FN ou par des manifestations du style de celles contre le mariage pour tous. Défiler en famille, avec des enfants portant des pancartes « *On veut un papa et une maman* », est une chose. Mais la nature de ces manifestants n'a encore rien à voir avec les meutes d'extrême droite partant à l'assaut de l'Assemblée nationale en février 1934 et encore moins avec les défilés de dizaines de milliers de SA en uniforme dans les rues de Berlin, bien avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Mais ce qu'une aggravation de la crise peut provoquer, c'est précisément une exaspération qui pousse à la recherche de solutions radicales.

Ne discutons pas du jeu politique de Marine Le Pen qui, pour le moment, désire surtout canaliser son influence électorale pour s'intégrer dans le jeu politique institutionnel. Bien sûr, elle-même peut changer de jeu et effacer son côté BCBG pour tenter d'attirer cette fraction de la petite bourgeoisie qui, au fil du temps, sera de plus en plus atteinte par les conséquences de la crise.

Mais, indépendamment du choix que fera ou pas Marine Le Pen, il y a dans la mouvance du FN des groupes ou des sous-groupes franchement fascistes, des groupes qui s'abritent dans et autour du FN qui leur offre un terrain plein d'empathie sur le plan des idées réactionnaires et éventuellement un milieu de recrutement. Pour passer à l'action, ces groupes ont besoin de forces qui, ne se contentant pas de voter, ont l'envie et la volonté d'agir, et c'est cela qui leur manque pour le moment.

Des dizaines de milliers de réactionnaires, de calotins, qui ont rempli les manifestations contre le mariage pour tous, votent à droite ou à l'extrême droite. S'ils sont prêts à voter ou à manifester, ils ne le sont pas à agir, ou, en tout cas, ils n'y sont pas encore acculés.

Le FN attire pour le moment des politiciens de



droite qui ne veulent pas louper le bon train pour se faire élire ou des petits arrivistes minables du genre de celui qui est devenu maire de Hayange, mais pas ou pas encore de gens qui sont prêts à la violence contre le mouvement ouvrier (d'autant moins que celui-ci ne se manifeste pratiquement pas). Ni même prêts à user de violence contre des boucs émissaires inventés pour les besoins de la cause, comme les Roms par exemple.

C'est là où l'aggravation de la crise peut fournir un milieu de recrutement pour un certain type de militants, comme on le voit en Grèce ou en Hongrie. Mais, même là-bas, à une petite échelle encore.

Lors de la montée en puissance de nazis en Allemagne, ils avaient en face d'eux un PC et même un PS puissants dans les entreprises comme dans la rue. En Italie, les groupes fascistes avaient émergé face à un mouvement gréviste explosif de la classe ouvrière. Encore une fois, on n'est pas, ou pas encore, dans cette situation, mais elle peut se créer très brutalement.

Dans un autre ordre d'idées, parlons aussi du communautarisme. La montée du FN favorise de façon symétrique la montée du repliement communautaire. Mais, en plus, disons bien qu'il ne s'agit pas seulement de phénomènes symétriques dans le sens qu'ils s'excluent l'un l'autre.

Le communautarisme peut se mélanger à la voyoucratie et se mettre au service de la droite et même de l'extrême droite. Rappelons que cela fait belle lurette que Dassault et ses sous-fifres tiennent la ville de Corbeil-Essonnes en s'appuyant sur ces voyous de communautés diverses.

La montée du FN aussi bien que celle de l'influence communautariste représentent une menace pour le mouvement ouvrier.

Au stade actuel, s'opposer à l'une comme à l'autre ce n'est pas afficher de façon démonstrative notre hostilité à leur égard et, par là même, apporter notre petite contribution à leur crédibilisation. Il faut s'adresser aux nôtres, aux exploités, même à ceux qui sont désorientés au point de loucher vers les forces réactionnaires, au nom des idées de la lutte de classe, au nom d'une politique pour la classe ouvrière, pour le camp des travailleurs. Pour illustrer ce que je viens de dire, l'appel du NPA à manifester contre la tenue du congrès du FN le week-end dernier à Lyon, au mieux est un non-événement, au pire apporte du crédit au FN. Jouer les victimes, passer pour un parti attaqué par tout le monde, a toujours réussi au Front national.

### À PROPOS DU PCF

Quelques mots sur le PC. Nous avons eu l'occasion de nous expliquer à bien des reprises dans



**Le stand de Lutte Ouvrière à la fête de l'Humanité.**

notre journal et dans des textes de congrès sur l'absence de perspective de ses dirigeants politiques. Pour paraphraser Marx, ils recommencent sous forme de farce leur politique antérieure aux conséquences tragiques pour le monde du travail.

La direction du PC a démolé son parti, en pleine connaissance de cause, en se faisant le rabatteur pour le compte de Mitterrand. Et maintenant elle se prépare à faire de ses militants des rabatteurs pour on ne sait qui. L'étoile de Mélenchon étant pâlie, le moins qu'on puisse dire c'est que, parmi les frondeurs du PS, il n'y a aucun astre qui a l'air de surgir.

Pour autant qu'on puisse le savoir, la perspective offerte par la direction du PC ne provoque pas un enthousiasme débordant du côté des militants. La très grande majorité d'entre eux votent depuis des années avec leurs pieds contre la politique de leur parti. Parmi ceux qui restent et que nous continuons à côtoyer dans les entreprises, dans les syndicats, même ceux qui critiquent la politique passée le font sous l'angle du suivisme à l'égard du PS. Ils ont raison, mais ce n'est qu'une partie de la réalité.

Le fond du problème n'est pas que le PC soit suiviste par rapport au PS, c'est qu'il est lui-même devenu aussi profondément, aussi irrémédiablement réformiste que le PS. C'est un fait pour ce qui est de la direction et de l'appareil. Mais c'est vrai aussi, dans une large mesure, pour les militants qui sont eux-mêmes réformistes, électoralistes et qui ne voient un changement dans la situation de la classe ouvrière que par les élections. (...)

Le PC n'est plus stalinien au sens que ce terme avait il y a quelques décennies. Il a cependant hérité du stalinisme tout un tas de pratiques, de comportements et d'idées, et avant tout une profonde méfiance envers la classe ouvrière elle-même.

Une des caractéristiques de la bureaucratie, aussi bien syndicale que celle, à une toute autre échelle, de l'Union soviétique, c'est la vision élitiste d'elle-même, c'est la conviction que eux ne sont pas seulement des représentants de la classe ouvrière mais qu'ils sont la classe ouvrière ; c'est aussi l'hostilité de la bureaucratie aux travailleurs non organisés.

Une des expressions de cette méfiance, de cette hostilité, est le comportement des bureaucrates syndicaux à l'égard des comités de grève et des assemblées générales représentatives des travailleurs. Encore une fois, pour les bureaucrates, la classe ouvrière, c'est eux-mêmes.

Les militants du PC partagent largement cette méfiance avec leur direction, et celle-ci la cultive et s'appuie dessus. Mais, à la différence des dirigeants du PC, nombre de ces militants vivent dans la classe ouvrière et la réalité sociale se rappelle à leur bon souvenir.

Voilà pourquoi nous devons avoir une politique vis-à-vis du PC, c'est-à-dire de ses militants. Parler de lutte de classe, parler des valeurs du mouvement ouvrier, suscite encore une certaine résonance chez beaucoup d'entre eux.

Comprenez bien à quel point cette absence du PC dans les quartiers, quelle qu'elle ait pu être sa politique dans le passé, favorise l'influence du FN. La nature a horreur du vide et, dans le contexte réactionnaire d'aujourd'hui, pour peu qu'il soit militant – ce qui n'est pas encore vraiment démontré –, le FN peut prendre la place qu'occupaient naguère les stalinien. Il ne faut pas oublier, sans assimiler le FN aux intégristes dans les pays musulmans, que ceux-ci se sont développés non seulement grâce aux imams et aux mosquées, mais plus encore grâce à la présence de militants intégristes dans les quartiers populaires et à l'encadrement qu'ils ont su y créer.

### EN CONCLUSION

Nous n'avons pas de quoi être particulièrement optimistes sur la situation générale de l'année qui vient. Rien, dans la situation d'aujourd'hui, n'indique que se profile une remontée ouvrière ou une explosion sociale. Mais nous savons tous que le propre de telles explosions est qu'elles peuvent se produire sans s'annoncer par avance, surprenant tout le monde, y compris les révolutionnaires.

C'est pour ce genre de situation pourtant que nous préparons notre organisation. Cela ne signifie pas encore que nous serons capables d'y faire face. C'est une question de compétence individuelle et collective. Mais c'est aussi une question de présence, et nous sommes toujours une petite organisation totalement absente d'un grand nombre d'entreprises importantes et de beaucoup

de villes. Les deux – la taille de l'organisation, son implantation et le caractère de la période – sont étroitement liés.

Toute petite que soit notre organisation, elle a cependant résisté au recul général qui a frappé toutes les organisations liées au monde ouvrier, les partis autant que les organisations syndicales. Résister dans ces conditions de recul en gardant notre identité politique et nos capacités militantes est quelque chose d'essentiel. (...)

Nos camarades les plus anciens, ceux qui militaient déjà à l'époque de mai 1968 et ensuite, se souviennent comment à certaines périodes « les militants poussaient sur les arbres » et que, devant les grandes usines, il fallait faire la queue pour pouvoir diffuser nos tracts au milieu d'une multitude de tendances, trotskystes, maoïstes, anarchistes et autres...

Eh bien, si un parti révolutionnaire se développe à l'occasion de luttes sociales et en y jouant un rôle, son ossature se construit aussi et peut-être autant dans des périodes de reflux. (...)

Nous répétons depuis plusieurs années à quel point ce caractère militant est en lui-même un attribut politique. Nous constatons, aussi bien dans nos activités dans les entreprises que lors de nos apparitions publiques dans les quartiers populaires, à quel point les anciens militants démoralisés des organisations du mouvement ouvrier ou ceux qui restent encore « vivants » remarquent et apprécient que nous soyons là. C'est dans les périodes de basses eaux qu'on remarque les rochers qui affleurent...

Les reflux font partie de l'histoire du mouvement ouvrier, et même ils en constituent la majeure partie. (...)

Une organisation communiste révolutionnaire, ou même l'embryon d'organisation révolutionnaire que nous sommes, est liée à la classe ouvrière pour le meilleur et pour le pire, dans les périodes de montée comme dans les périodes de recul. Les périodes de recul se reflètent de bien des façons, même dans une organisation révolutionnaire : par le découragement, voire par l'abandon de certains, dans les errements politiques, mais aussi dans le fait que les conflits de personnes et de caractères prennent une importance excessive et surtout stérile au fond. Tous ceux qui ont vécu des luttes importantes savent que les désaccords et les conflits ne disparaissent pas, mais les aspects personnels de ces désaccords sont ramenés à leur juste et petite proportion. Ce qui prend alors le dessus, ce sont les nécessités de la lutte et la justesse ou non de la politique menée.

Alors, si la période de recul se poursuit et s'aggrave, nous en subissons inévitablement le contre-coup. Mais, encore une fois, c'est aussi dans des

périodes comme celle-là que se forment le parti et ses cadres. Pour reprendre l'expression de Lénine dans *La maladie infantile du communisme* (le « gauchisme »), lorsqu'il résume la période de recul profond des idées et des partis révolutionnaires entre 1907 et 1910 : « *On connaît le véritable ami dans le besoin. Les armées défaites sont à bonne école.* »

Sur un plan bien plus général, l'écart apparaît aujourd'hui gigantesque entre l'ampleur de la faille du capitalisme, avec la nécessité qu'une nouvelle classe prenne la relève, et l'état d'esprit de la classe ouvrière. Par bien des côtés, l'écart est plus grand même qu'au temps de Trotsky où les directions socialistes et stalinienne de la classe ouvrière étaient déjà irrémédiablement perdues pour la révolution sociale, mais où existait encore un mouvement ouvrier solide, c'est-à-dire des milliers, des dizaines de milliers de militants ouvriers. Trotsky pouvait alors dire : « *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* ».

Nous faisons pourtant confiance au prolétariat quant à son rôle historique fondamental et, par là même, à sa capacité de se relever. Cette confiance, qui, on l'a dit tout à l'heure, nous sépare fondamentalement des stalinien, ne repose pas sur la foi du charbonnier, c'est-à-dire sur une croyance aveugle et irraisonnée. Au contraire, elle repose sur la compréhension scientifique de la société, de sa dynamique, des forces internes qui la travaillent, même lorsqu'elles n'apparaissent pas en surface. La terre est travaillée par de puissantes forces telluriques même lorsque n'explose pas encore la puissance destructrice d'un tremblement de terre.

Cette compréhension scientifique de la marche de la société, c'est le marxisme.

Il n'y a même pas besoin de se référer au marxisme pour constater que le capitalisme et son ordre mondial provoquent en permanence des réactions, qu'ils suscitent des forces qui taraudent l'ordre établi avec plus ou moins de violence. Il n'y a pas moins d'explosions sociales, de luttes embrasant de larges masses, depuis la Deuxième Guerre mondiale, qu'entre les deux guerres. Et ces luttes trouvent toujours une direction ou des forces politiques pour les incarner, jusques et y compris les directions les plus néfastes et les plus réactionnaires.

C'est dans ce sens que reste profondément pertinente la phrase du *Programme de transition* réduisant la crise historique de l'humanité à celle de la direction révolutionnaire.

Et c'est là où le rôle d'un parti communiste révolutionnaire est irremplaçable. Il serait oiseux de discuter quelles sont ses chances par rapport

aux forces réformistes, voire franchement réactionnaires, nationalistes, ethnistes ou intégristes. Les rapports de forces se décident dans les luttes elles-mêmes et notamment dans celles pour la direction des mouvements suscités par le capitalisme impérialiste. Encore faut-il qu'existe la force politique capable d'engager la lutte au nom des perspectives communistes. Ce qui est certain et qui n'a pas changé non seulement depuis Trotsky mais également depuis Marx, c'est que les idées et la perspective politique incarnées par les communistes révolutionnaires ne peuvent être reprises et réalisées que par le prolétariat.

Le capitalisme fait sans cesse des dégâts dans la société, dans une multitude de catégories sociales. Toutes ces catégories peuvent être poussées à se défendre, voire à passer à l'offensive, donnant à l'ordre impérialiste mondial cette instabilité permanente qui est la sienne. Mais seul le prolétariat peut détruire le capitalisme et créer une organisation économique et sociale sur une base collectiviste, parce qu'il est le seul qu'aucun intérêt objectif ne lie à la propriété privée des moyens de production, fondement du capitalisme.

En tant qu'organisation communiste révolutionnaire, nous n'avons pas fait nos preuves, car seul le fait de nous montrer à la hauteur dans une période de montée ouvrière pourra être probant. Mais je voudrais redire que nous avons, avec notre organisation, quelque chose de précieux. Nous sommes les seuls à vouloir et, j'espère, à pouvoir transmettre l'héritage communiste révolutionnaire que toutes les autres organisations ont abandonné. (...)

Nous sommes confrontés à la nécessité de former des militants communistes révolutionnaires, des cadres pour la révolution sociale à venir, dans une situation non révolutionnaire. Il faut qu'ils soient capables de défendre au mieux les intérêts de la classe ouvrière dans le cadre de la société telle qu'elle est – capitaliste, avec ses institutions, son conformisme social, son conservatisme – en ne s'assimilant cependant jamais, en n'oubliant jamais que leur vocation, leur raison d'être est d'organiser demain la classe ouvrière dans sa lutte pour la transformation révolutionnaire de la société.

Les échéances historiques sont finalement plus longues que ce que des générations de révolutionnaires avaient espéré. Ce n'est pas vraiment nouveau. L'histoire n'obéit pas aux aspirations et aux impatiences des révolutionnaires.

Rappelons que Marx et Engels ont connu une vague révolutionnaire, celle de 1848, en tant que jeunes hommes. Mais, une fois que cette vague a reflué, ils ont milité pendant des décennies – pour ce qui est d'Engels pendant presque un

demi-siècle – sans connaître une nouvelle vague révolutionnaire comparable à 1848, bien qu'ils aient eu la chance de connaître la Commune de Paris. Mais ils ont vécu ces longues décennies en révolutionnaires et prêts à faire face aux événements révolutionnaires s'ils devaient se produire.

Pour les bolcheviks, les choses sont allées bien plus vite. Entre 1903, quand la fraction bolchevique s'est constituée à l'intérieur de la social-démocratie russe, et 1917, la prise du pouvoir par la classe ouvrière russe, il ne s'est passé que 14 ans. Et même entre la naissance de la fraction bolchevique et sa disparition définitive sous les coups de la bureaucratie dirigée par Staline, il ne s'est écoulé qu'une trentaine d'années, c'est-à-dire une génération.

Comparé à ces périodes, le temps s'est encore allongé. Pour ce qui concerne notre courant, trois générations se sont succédé sans avoir vécu de révolutions. Pourquoi ? Entre-temps, il y a eu le stalinisme et tout ce qu'il a entraîné dans le mouvement ouvrier sur le plan des idées comme sur le plan de leur transmission.

Nous ne savons évidemment pas quelles

échéances nous réserve l'avenir. Ce que nous savons, c'est que quel que soit le moment où la montée révolutionnaire arrivera, il faut que nos camarades soient prêts, politiquement et humainement, à y faire face.

Dino Buzzati, dans son roman *Le Désert des Tartares*, relate l'histoire d'un officier qui attend l'attaque de l'ennemi qui ne vient jamais... jusqu'au jour où elle finit par se produire, mais l'officier est devenu un vieillard et ne peut plus y faire face. Jacques Brel en a fait une chanson, *Zangra*.

Pour nous, contrairement au roman et à la chanson, il faut qu'au moment où cela arrivera, la génération qui sera là ne soit pas marquée par l'attente ni amortie par une longue période d'absence de luttes sociales importantes. Qu'elle soit là et préparée à mener le combat. (...)

Alors, quelle que soit l'évolution économique et politique de l'année qui vient, nous aurons du travail. Sachons déceler toutes les opportunités que la situation présentera, et sachons les saisir pour nous renforcer en nombre mais aussi en compétence, et pour renforcer nos liens avec notre classe, celle qui fera la révolution, le prolétariat !

# Les brochures du Cercle Léon Trotsky

(Texte des exposés faits au Théâtre de la Mutualité à Paris et à l'Espace Paris-Est à Montreuil)

## Afrique

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

## Moyen-Orient

- **L'Iran après plus de trente ans de régime islamique** (n° 119, 19 mars 2010)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en géolier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1<sup>er</sup> février 2008)
- **Liban : une création du colonialisme français dans un Moyen-Orient divisé par l'impérialisme** (n° 99, 16 juin 2005)

## Europe

- **L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Italie : la classe ouvrière face au gouvernement Berlusconi... et à la politique des partis de gauche qui lui ont ouvert la voie** (n° 127, 7 octobre 2011)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?** (n° 122, 19 novembre 2010)
- **Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui** (n° 103, 28 avril 2006)

## Amérique

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)

## Asie

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **Guerre de 1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n° 137, 19 septembre 2014)



- **Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)

## Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme

Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1<sup>er</sup> trimestre 2009)

## - On en parle...

- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n° 126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1<sup>er</sup> avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)
- **La crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques** (n° 116, 14 octobre 2009)

## France

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

## Ces brochures peuvent être envoyées sur demande

en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

## FRANCE

### ■ PARIS

Le Point du Jour  
58, rue Gay-Lussac  
Paris 5<sup>e</sup>

La Brèche  
27, rue Taine  
Paris 12<sup>e</sup>

### ■ ALBERTVILLE

SNC le Maryland  
106, rue de la République

### ■ ALBI

Maison de la Presse  
Place du Vigan

### ■ ANGERS

Librairie Contact  
3, rue Lenepveu  
Librairie Les Nuits bleues  
21, rue Maillé

### ■ ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier  
28, avenue Gabriel-Péri

### ■ BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle  
95, Grande-Rue

### ■ BOURGES

« La Plume du Sarthate »  
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

### ■ BREST

La Bouquinerie  
Place Guérin

### ■ CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques  
9, rue de Boigne

### ■ DIJON

Relais H, quai n° 1  
Gare SNCF de Dijon

### ■ DOLE

La Passerelle  
16 bis, rue de la sous-  
préfecture

### ■ GAP

Librairie-papeterie Davagnier  
3, place Jean-Marcellin

### ■ GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza  
18, place Sainte-Claire  
Tabac-presse « Le Berriat »  
97, cours Berriat

### ■ IVRY-SUR-SEINE

Librairie « Envie de lire »  
16, rue Gabriel-Péri

### ■ LA ROCHELLE

Librairie « Les Saisons »  
21, rue Saint-Nicolas

### ■ LYON 7<sup>e</sup>

Terre des livres  
86, rue de Marseille

### ■ MARSEILLE

Librairie « L'Odeur du Temps »  
35, rue Pavillon  
Marseille 1<sup>er</sup>

### ■ NANTES

Librairie « Vent d'Ouest »  
5, place du Bon-Pasteur

### ■ RENNES

Tabac-presse « La Civette »  
(Centre commercial des Longs  
Champs)

### ■ ROUEN

Mag Presse  
Rue Saint-Sever

### ■ SAINT-BRIEUC

Maison de la presse Agora  
13, rue Saint-Guillaume

### ■ STRASBOURG

Tabac-presse de l'Esplanade  
1, avenue du Général-de-Gaulle

### ■ TOULON

Kiosque à journaux  
Cours Lafayette - Place Hubac

### ■ VALENCE

Librairie « Notre temps »  
30, Grande-Rue

## GUADELOUPE

### ■ POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor  
Rue Schoelcher  
Match  
Grand Camp

## LA DOMINIQUE

### ■ ROSEAU

Frontline Co-op  
78, Independence street

## HAÏTI

### ■ PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade  
Librairie Phénix  
Lalue 212, en face rue Chrétien

## ALLEMAGNE

### ■ BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse  
Gneisenaustr. 2a  
Im Mehringhof  
10961 Berlin

## BELGIQUE

### ■ BRUXELLES

Librairie Aurora  
Avenue J.-Volders, 34  
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)  
Librairie Joli Mai  
Avenue Paul-Dejaer, 29  
B-1060 Bruxelles

## POLOGNE

### ■ VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa  
im. B. Prusa Sp. Cyw  
Krakowskie przedmieście 7

## SUISSE

### ■ GENÈVE

Librairie du Boulevard  
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *LUTTE DE CLASSE* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à *LUTTE OUVRIÈRE*.

# Lisez la presse révolutionnaire

<http://www.union-communiste.org>



## AFRIQUE

Mensuel trotskyste publié par l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes  
P.A.T. - BP 42 - 92114 Clichy Cedex  
<http://www.uatci.org>



## ALLEMAGNE

Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 €  
Correspondance : Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 Essen  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>



## BELGIQUE

Lutte Ouvrière / Arbeitersrijd  
Adresse : BP 62 5100 Jambes - Belgique  
<http://www.lutte-ouvriere.be> et <http://www.arbeidersrijd.be>



## ESPAGNE

Correspondance: boletinvozebrera@yahoo.es - apartado de correos - 10210 - Sevilla  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS

Bimensuel trotskyste américain  
Abonnement : par avion, sous pli fermé : USA, Canada, Mexique : six mois : 13 \$ - un an : 26 \$  
Autres pays : 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$  
PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203 - <http://www.the-spark.net>



Revue trimestrielle publiée par *The Spark*  
Abonnement : par avion, sous pli fermé : USA, Canada, Mexique : un an (4 numéros) : 16 \$  
Autres pays : un an (4 numéros) : 25 \$  
Adresse : PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203



## FRANCE

Hebdomadaire trotskyste - Prix : 1,20 €  
Abonnements : France - DOM TOM : six mois : 20 € ; un an : 40 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)



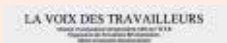
## GRANDE-BRETAGNE

Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC - London WC1N 3XX  
Abonnement 1 an : GB £8 - Reste de l'Europe : £10  
Mensuel  
Abonnement : écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org> - contact e-mail : [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



## GUADELOUPE - MARTINIQUE

Bimensuel trotskyste - Guadeloupe - Martinique  
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 f - Pli ouvert : 23 f  
Guadeloupe : Combat Ouvrier  
M. Philippe Anaïs - 1111 Rés. Matélie, l'Aiguille - 97128 Goyave  
Martinique : Combat Ouvrier  
Louis Maugée - BP 821 - 97258 Fort-de-France CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.net>



## HAÏTI

Mensuel révolutionnaire internationaliste  
publié par l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI)  
[vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr) - BP 2074 - Port-au-Prince - Haïti



## ITALIE

Mensuel du Cercle Ouvrier Communiste  
Via Luigi Ademollo 5/B - 57124 Livorno - Italia  
Abonnement 1 an : 12 €  
<http://www.linternazionale.it> - contact e-mail : [l.internazionale@tin.it](mailto:l.internazionale@tin.it)



## TURQUIE

Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste turc  
Correspondance : BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
<http://www.sinifmucadelesi.net>

